



SAISIE DE PRÈS DE 1,5 MILLION DE COMPRIMÉS DE PSYCHOTROPES ET DE 1,1 KG DE COCAÏNE

LA POLICE A RÉUSSI À PORTER UN COUP DÉCISIF AU CRIME ORGANISÉ

Lire en page 16



BANQUE D'ALGÉRIE
ÉMISSION D'UNE NOUVELLE PIÈCE DE MONNAIE DE 10 DA

Lire en page 6

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / DIMANCHE 5 NOVEMBRE 2023 // N°675 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

UN VENT FAVORABLE SOUFFLE SUR L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

UNE CROISSANCE DE 4,2% ATTENDUE EN 2024

Lire en page 16

TROIS MILLIONS DE VISITEURS AU 26^E SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER, QUI A PRIS FIN HIER EN APOTHÉOSE

DANS LES COULISSES DE LA PLUS GRANDE BIBLIOTHÈQUE DU MONDE

Lire en page 3



ABONNEMENTS À INTERNET

UN MILLION DE FOYERS ALGÉRIENS CONNECTÉS À LA FIBRE OPTIQUE

Lire en page 5



ANNONCE IMPORTANTE POUR LES IMPORTATEURS

LE GOUVERNEMENT JOUE LA CARTE DU NUMÉRIQUE

Lire en page 5



ARSLAN CHIKHAOUI, EXPERT EN GÉOPOLITIQUE, À L'EXPRESS :

«NOUS SOMMES DEVANT UNE GUERRE ASYMÉTRIQUE, NON CONVENTIONNELLE»

Lire l'interview en page 4



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

LA MOBILITÉ ACADÉMIQUE DES ÉTUDIANTS ENTRE LES UNIVERSITÉS LANCÉE

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a procédé à la signature électronique d'un décret ministériel.

Ce dernier a trait à la mobilité académique interuniversitaire des étudiants de licence et de master.

Concrètement, ce décret permet à l'étudiant de poursuivre une partie de ses études dans une autre université à travers le territoire national, «tout en restant inscrit dans son université d'origine et ce, à travers la conclusion d'un contrat de mobilité entre les deux établissements universitaires



concernés». Cette mobilité académique se décline en deux formes. «Il s'agit de la mobilité effective, à travers laquelle l'étudiant se déplace et mène des activités pédagogiques dans un autre établissement universitaire sur le sol national, et la mobili-

té hybride où l'étudiant sera en mesure de se déplacer, tout en bénéficiant d'une formation en ligne», explique la même source. Cette procédure applicable parallèlement au système LMD vise à permettre à l'étudiant d'acquérir de nouvelles connaissances.

MAASTRICHT, 30 ANS APRÈS

CE QUI ÉTAIT PROMIS PAR LES PROMOTEURS DU TRAITÉ «N'EST PAS ARRIVÉ»

Le traité de Maastricht fêtait ses 30 ans mercredi 1^{er} novembre, et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il a bien mal vieilli, entre fausses promesses et simple manque d'intérêt. Cette triste commémoration doit pousser les Européens à s'interroger sur la libre

circulation totale, marque de fabrique de l'Union européenne.

Le 1^{er} novembre 1993 entrait en vigueur le traité de Maastricht. Mais étant donné l'actualité internationale et ce qui se passe à Ghaza, l'anniversaire est passé largement en dessous des radars.

Et désormais, quand on regarde les commentaires sur ces 30 ans du traité de Maastricht, on s'aperçoit qu'il ne reste qu'une doxa sans grand intérêt, appuyée sur des considérations vagues. Quelle triste époque pour les Européens !

DÉBUT DE LA COMMERCIALISATION DES VOITURES CHERY JEUDI PROCHAIN

Selon les sources proches du concessionnaire en Algérie, les voitures de la marque chinoises «Chery» vont commencer à être commercialisées jeudi prochain. Un premier lot de ces véhicules a été débarqué, jeudi, au port de Jijel. Selon le site internet du représentant de la marque en Algérie, plusieurs modèles seront commercialisés. Il s'agit de Tiggo 8 Pro, Tiggo 8, Tiggo 7 Pro, Tiggo 4, Tiggo 2 Pro, Arrizo 6 et Arrizo 5.

7 PERSONNES ARRÊTÉES ET 20 QUINTAUX DE KIF SAISIS À BÉCHAR

La Direction Générale des Douanes a annoncé que les agents des services de la Direction Régionale des Douanes à Béchar ont pu, au cours de neuf opérations ponctuelles menées en coordination avec les différents services de sécurité, saisir une grosse quantité de kif traité et de comprimés hallucinogènes.

Les autorités douanières ont affirmé dans un communiqué avoir saisi 1 801 kilogrammes et 597 grammes de kif transformé, 75 980 comprimés hallucinogènes et un fusil traditionnel.

Les moyens de transport utilisés pour la contrebande ont également été saisis, notamment : une voiture de tourisme, un camion, 16 ânes et deux (2) chameaux, des animaux indispensables en région désertique.

Le communiqué précise que sept (7) personnes ont été arrêtées et déferées aux autorités judiciaires compétentes.

LES RENSEIGNEMENTS AMÉRICAINS ONT SOUS-ESTIMÉ LE HAMAS EN FAISANT CONFIANCE AU MOSSAD

LES BRIGADES AL QASSAM ONT SURCLASSÉ LES RENSEIGNEMENTS OCCIDENTAUX



Les renseignements israéliens, autrefois considérés comme parmi les meilleurs au monde, ont totalement échoué dans la collecte d'informations sur le Hamas, dit Alexandre Lemoine dans l'Observateur continental, le 1^{er} novembre 2023. Selon lui, les renseignements israéliens n'avaient pas d'informations sur la préparation d'une attaque par le mouvement palestinien Hamas, ont déclaré des responsables américains et israéliens au New York Times (NYT). Ils ont qualifié cela d'échec du renseignement.

Les autorités israéliennes ne pouvaient pas évaluer correctement la menace posée par le Hamas pendant de nombreuses années. Depuis au moins un an, les combattants palestiniens préparaient une opération et restaient complètement invisibles pour les services spéciaux israéliens. "La force militaire la plus puissante du Moyen-Orient a non seulement complètement sous-estimé l'ampleur de l'attaque, mais a également totalement échoué dans ses efforts pour collecter des renseignements, principalement en raison de l'arrogance et de la fausse supposition que le Hamas représentait une menace contenue", a commenté la situation le NYT. Des responsables américains anonymes ont déclaré que le Hamas avait "réussi une surprise tactique totale". Selon un représentant du ministère israélien de la Défense et des responsables américains, aucun des services spéciaux israéliens n'avait été averti que le mouvement palestinien préparait une attaque combinée de frappes terrestres, aériennes et maritimes coordonnées. De plus, l'attaque du Hamas a "surpris de nombreux services de renseignement occidentaux", mais ils ne suivent pas les activités du mouvement aussi attentivement qu'Israël ou l'Égypte, note le NYT.

LA MAISON BLANCHE DISCUTE AVEC L'ENTITÉ SIONISTE DU DÉPLOIEMENT DE TROUPES AMÉRICAINES À GAZA

Le secrétaire d'État Antony Blinken témoigne au Capitole à Washington mardi, alors que des manifestants brandissent des mains teintées de rouge en signe de protestation contre la complicité des États-Unis dans le génocide israélien contre les Palestiniens. Mardi, Bloomberg a rapporté que les gouvernements américain et israélien discutaient activement du déploiement de troupes américaines à Gaza pour agir en tant que force d'occupation après l'écrasement planifié par Israël de la résistance palestinienne. «Les États-Unis et Israël explorent des options pour l'avenir de la bande de Gaza, y compris la possibilité d'une force multinationale qui pourrait impliquer des troupes américaines», a rapporté Bloomberg. Ces mesures ont été «poussées par un sentiment d'urgence de présenter un projet pour l'avenir de Gaza maintenant qu'une invasion terrestre a commencé», a déclaré Bloomberg. Le rapport de Bloomberg souligne à quel point les États-Unis ne sont pas simplement un soutien passif, mais un participant actif au génocide d'Israël contre les Palestiniens.

ENTITÉ SIONISTE-HAMAS: LE CHEF DU HEZBOLLAH AVERTIT "L'ENNEMI" QU'UNE "GUERRE TOTALE" EST "RÉALISTE"

Pour son premier discours depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas, Hassan Nasrallah a mis en garde vendredi "l'ennemi" sur d'éventuelles attaques au Liban qui seraient "la plus grande bêtise de son existence". Le chef du Hezbollah libanais pro-iranien, Hassan Nasrallah, a averti vendredi que l'éventualité "d'une guerre totale" était "réaliste", soulignant que "toutes les options" étaient sur la table

concernant le front libanais avec Israël. "Nous disons à l'ennemi qui peut songer à attaquer le Liban ou à mener une opération préventive que ce serait la plus grande bêtise de son existence", a déclaré Hassan Nasrallah dans son premier discours depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien le 7 octobre. Il a également alerté les États-Unis que son mouvement ne craignait pas leur flotte, mais estimé qu'ils pouvaient "empêcher une guerre régionale" en arrêtant la guerre à Ghaza. "Votre flotte en Méditerranée ne nous fait pas peur (...) Nous sommes prêts (à faire) face à votre flotte, avec laquelle vous nous menacez", a dit Hassan Nasrallah. Il a ajouté, à l'adresse de Washington, que "celui qui veut empêcher une guerre régionale doit arrêter rapidement l'agression à Ghaza".

L'UKRAÏNE DÉNONCE LA PLUS VASTE ATTAQUE RUSSE DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

L'Ukraine a annoncé mercredi 1^{er} novembre que la Russie avait bombardé plus de cent localités durant les dernières 24 heures, le plus grand nombre lors d'une seule attaque depuis le début de l'année.

Depuis le lancement de leur offensive en février 2022, les forces russes ont tiré des millions d'obus d'artillerie sur les villes et villages ukrainiens situés près des lignes de front, réduisant plusieurs d'entre eux à l'état de ruines dans l'est du pays.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«**POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À: L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité**» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

3 MILLIONS DE VISITEURS AU 26^E SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER, QUI A PRIS FIN HIER EN APOTHÉOSE

Dans les coulisses de la plus grande bibliothèque du monde

Pendant neuf jours, Alger aura été la plus grande bibliothèque du monde. Une bibliothèque à ciel ouvert, où tout le monde s'est retrouvé face aux livres. Écrivains, journalistes, étudiants, hommes politiques, députés, flâneurs et écoliers se sont retrouvés. Ils ont pu s'exprimer, parler avec des écrivains et se rappeler pendant ce laps de temps qu'il y a dans la vie une chose importante qui s'appelle : le livre.

La 26^e édition du Salon international du livre d'Alger a enregistré une affluence record de 2 791 722 visiteurs quelques heures avant sa conclusion, à l'avant-dernier jour. La clôture, qui s'est faite hier, a fermé le compteur avec les trois millions de visiteurs. Le pic de fréquentation a été enregistré le 1^{er} novembre avec 682 293 visiteurs, alors que 671 830 visiteurs ont été enregistrés le 3 novembre, un jour qui a vu les jeunes et les vieux jouer des coudes pour passer d'un stand à un autre, sans compter les familles, avec les enfants et les femmes enceintes, ce qui traduit le grand intérêt des Algériens pour cette manifestation culturelle.

Dans son discours prononcé à la clôture du Salon international du livre d'Alger, au Palais des Expositions, le gouverneur du Salon, Mohamed Ykrab, a révélé qu'une telle participation record n'avait pas été enregistrée lors des sessions précédentes, ajoutant : «C'est un plaisir d'arriver à ce jour avec les signes des succès obtenus par le Salon international du livre d'Alger dans divers domaines.»

Les activités du Salon se sont étendues sur une superficie estimée à 230 000 mètres carrés. Le nombre de titres exposés a dépassé les 300 000 titres dans diverses spécialisations. La 26^e édition a également vu la participation de 230 invités, parmi lesquels des écrivains, des chercheurs, des universitaires et des historiens, et 480 activités culturelles ont été programmées et réparties dans différents espaces.

Tout compte fait, le Salon international du livre d'Alger figure parmi les plus grandes expositions au monde et la première dans le monde arabe, en Afrique et dans le bassin méditerranéen en termes de participation, de demande, et les



ventes. Ce qu'il convient de signaler, c'est surtout la réconciliation des Algériens avec le livre imprimé. Pendant ces neuf jours, il n'a pas été question de salaire, de transports, de cherté ou d'inflation, mais de lectures, de livres, d'auteurs.

«S'il vous plaît, où pourrais-je trouver le manuel de grammaire arabe d'Ibn Ajerroum ?», me demande cette dame entourée de ses quatre bambins. Heureusement que je venais juste de l'apercevoir dans un rayon en face. Des étudiants cherchent qui un livre de psychologie sociale, qui Gustave Le Bon, qui Frédéric Nietzsche ou Alexandre Dumas père. On parlait Moutanabbi, Al Maarri, Al Jahiz ou Al Manfalouti. Ibn Khaldoun reprenait vie grâce à ses «Prolégomènes», encore recherchées et consultées à ce jour.

La littérature russe, avec Pouchkine, Gogol, Tolstoï et Dostoïevski était à l'honneur, de même que Hermann Melville, Nathaniel Hawthorne et Allan Edgar Poe, les «classiques» de la littérature américaine. Les «Fables de La Fontaine» faisaient le clin d'œil à «Kalila wa Dimna» dans un discours à distance pour savoir comment le fabulateur français a puisé chez Ibn Al Moukaffa. Les livres d'enfants, avec de belles jaquettes étaient à l'honneur, et la proportion de ces jeunes

lecteurs était importante, tous les jours, jusqu'à la fin du salon.

Il était véritablement de bon augure de voir tous ces gens, venus de Béchar, Djelfa ou Tamanrasset (les gens de l'intérieur du pays lisent beaucoup plus que ceux des grandes métropoles du littoral) demander tel titre ou tel autre titre.

Il est de bon augure également de constater que la génération Tik Tok qu'on pensait «foutue» pour la littérature, reprend contact avec le livre imprimé, après avoir longtemps flirté avec les écrans tactiles, et lire un titre, un nom d'auteur et prendre conscience de cette relation charnelle qu'on peut avoir avec un livre, en le serrant fort entre ses mains. Par ailleurs, la Palestine a été à l'honneur de la 26^e édition du Salon international du livre d'Alger, à travers l'organisation de plusieurs expositions de livres et conférences sur la littérature et l'histoire de la Palestine en plus de soirées poétiques de solidarité avec le peuple palestinien victime des agressions barbares de l'occupant israélien. Le ministère de la Culture et des Arts a dédié à la Palestine un espace au niveau de son pavillon central, où ont été exposés une dizaine d'ouvrages en langue arabe sur l'histoire, la culture et la littérature palestinienne ainsi que le combat du peuple palestinien, avec la participation, outre la tutelle, de l'ambassade de l'État de Palestine à Alger. Les ouvrages exposés portaient sur plusieurs thèmes liés pour la plupart à la cause palestinienne et aux personnalités révolutionnaires et littéraires telles que le poète de la Révolution palestinienne, Mahmoud Darwich, et d'autres sur le patrimoine culturel, intellectuel et littéraire de ce pays.

Par I.Med Amine

«ISRAËL» REFUSE UN CESSEZ-LE-FEU DANS LA BANDE DE GHAZA

L'entité sioniste fait preuve d'une barbarie sans pareille envers les civils

L'entité sioniste s'acharne sur les civils dans la bande de Ghaza dans une sauvagerie inouïe. Elle tire sur l'ambulance. L'armée d'occupation a confirmé avoir frappé une ambulance. La frappe, devant l'hôpital al-Chifa, a fait 15 morts et 60 blessés. Le patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'est dit «profondément choqué», rappelant que «les patients, les soignants, les établissements et les ambulances doivent être protégés en tout temps», sur X. Le Hamas a par ailleurs affirmé tôt samedi que 20 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans une attaque «visant» une école transformée en camp de fortune pour les personnes déplacées dans la zone d'al-Saftaoui, dans le nord de la bande de Ghaza. Ces frappes interviennent alors que le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a plaidé vendredi pour des «pauses humanitaires». Par ailleurs, le Croissant-rouge palestinien a fait état de frappes incessantes aux abords de l'hôpital Al-Qods, semant la panique parmi les 14 000 civils qui y

ont trouvé refuge. En outre, sept personnes ont été tuées dans un bombardement à Jabaliya, un camp de réfugiés palestiniens du nord de la bande de Ghaza déjà visé par des frappes meurtrières les jours précédents, et 15 autres dans le quartier de Zaytoun, dans la ville de Ghaza. Dans ce contexte tendu, la Turquie a rappelé hier son ambassadeur en entité sioniste.

LA TURQUIE RAPPELLE SON AMBASSADEUR DANS L'ENTITÉ SIONISTE

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères turc, cité par plusieurs médias, la Turquie a rappelé son ambassadeur en guise de protestation contre la poursuite de l'offensive meurtrière de l'entité sioniste contre les civils palestiniens et son refus d'un cessez-le-feu. Par ailleurs, et après le Chili, la Colombie et la Bolivie, le Honduras a rappelé également son ambassadeur en entité sioniste. Dans un communiqué rendu public vendredi, le ministère des Affaires étrangères du Honduras a

annoncé le rappel de l'ambassadeur du Honduras en entité sioniste pour des consultations, dans un contexte d'attaques contre la bande de Ghaza. Le communiqué a exhorté les Nations unies à lancer un appel en faveur d'un cessez-le-feu à Ghaza. La diplomatie hondurienne a souligné la nécessité de respecter les droits de l'homme en toutes circonstances, qualifiant ce qui se passe dans la bande de Ghaza de «désastre et de tragédie humaine». Parmi les pays d'Amérique latine qui ont rappelé leurs ambassadeurs en entité sioniste, figure la Colombie, dont le président, Gustavo Petro, a annoncé avoir convoqué l'ambassadeur de son pays mercredi dernier, pour des consultations, en signe de protestation contre ce qu'il a qualifié de «massacre commis par Israël contre les Palestiniens». Le président chilien Gabriel Boric avait également annoncé plus tôt que le Chili avait convoqué son ambassadeur pour des consultations, après les violations du droit international humanitaire, commises dans la bande de Ghaza.

Youcef S.

LE RENSEIGNEMENT DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES SUR FOND DE GUERRE

Si le Premier ministre israélien a rédigé un tweet pour dire qu'à aucun moment, il n'a été destinataire d'un quelconque avertissement sur l'imminence d'attaques du Hamas à l'intérieur des colonies juives, c'était pour, d'abord, sauver sa tête, car sa révocation est une question de jours. Ensuite, pour pointer un doigt accusateur sur le Mossad, censé être les yeux et les oreilles de Tel Aviv, et qui a été en faillite totale lors des événements du 7/10. De toute évidence, le tweet a été immédiatement supprimé pour ne pas en rajouter une couche, l'entité sioniste souhaitant plus de cohésion dans son action nationale. Mais le fait est là. Il y a eu faillite du pseudo-plus grand organe d'espionnage du monde. Le fait est assez singulier et imposant pour en appeler à une lecture conséquente. Le dépit affiché par les responsables de la CIA en dit long sur cette faillite du Mossad, d'autant que depuis les événements du 11 septembre 2001, la CIA avait laissé le soin de surveiller le Hamas et ses Brigades au Mossad, pour s'occuper pendant une décennie de la seule Al Qaïda, avant de se pencher durant la seconde décennie sur l'Etat islamique Daesh.

Les responsables de la CIA ont grincé des dents le soir du 7/10. Et pour cause ! Le Mossad n'avait aucune espèce d'information sur ce que faisait le Hamas avant les attaques. Et ce qui se dit quant à un laisser-aller calculé ou un complot de la part des agents Gédéon pour attirer le Hamas dans un guet-apens n'est que de la pure spéculation pour dissimuler une faillite consommée. D'ailleurs le New York Times s'en est donné à cœur joie d'égratigner le renseignement israélien : «La force militaire la plus puissante du Moyen-Orient a non seulement complètement sous-estimé l'ampleur de l'attaque, mais a également totalement échoué dans ses efforts pour collecter des renseignements, principalement en raison de l'arrogance et de la fausse supposition que le Hamas représentait une menace contenue». Des responsables américains anonymes ont déclaré que le Hamas avait «réussi une surprise tactique totale». Selon un représentant du ministère israélien de la Défense et des responsables américains, aucun des services spéciaux israéliens n'avait été averti que le mouvement palestinien préparait une attaque combinée de frappes terrestres, aériennes et maritimes coordonnées. De plus, l'attaque du Hamas a «surpris de nombreux services de renseignement occidentaux», mais ils ne suivent pas les activités du mouvement aussi attentivement qu'Israël ou l'Égypte, note le NYT. Le journal souligne que le Hamas a réussi à «réprimer» le système de défense antimissile israélien «Dôme de fer». Il a été surchargé par une «rafale de roquettes bon marché mais mortelles», écrit le NYT, précisant que le système de défense antimissile a déjà dix ans. Selon le Wall Street Journal, la communauté du renseignement américain pensait que le Hamas ne menaçait jamais directement les États-Unis et avait délégué la responsabilité aux services spéciaux israéliens, convaincus qu'ils «détecteraient toute menace» si elle se manifestait.

Par Fayçal Oukaci

ARSLAN CHIKHAOUI, EXPERT EN GÉOPOLITIQUE À L'EXPRESS :

« Nous sommes devant une guerre asymétrique, non conventionnelle »

Expert en géopolitique, Arslan Chikhaoui nous explique dans cette interview en quoi cette guerre à Ghaza est différente par rapport aux précédentes et comment, d'une manière ou d'une autre, elle devrait influencer sur le processus dit de « normalisation » enclenché par certains pays arabes avec l'entité sioniste.



Arslan Chikhaoui

**PROPOS RECUEILLIS
PAR MOURAD H.**

● **L'Express : Selon les paramètres actuels, il semble que nous sommes devant une guerre qui ne ressemble pas aux précédentes dans le Moyen-Orient.**

Arslan Chikhaoui : Absolument, je dirais que si les guerres conventionnelles ont des règles, celle-ci n'en a aucune puisque son objectif est de procéder à une épuration ethnique suivie de déplacement de la population et toutes les conséquences qui vont avec. D'autant que ce massacre s'opère soi disant parce qu'une entité est menacée par un groupe qui est déjà identifié, le parallèle ayant été fait avec les attentats du 11 septembre à New York. Alors nous sommes face à cette situation où l'entité sioniste brandit cet épouvantail pour pouvoir agir, attaquer en toute impunité avec le soutien des pays de l'Alliance atlantique. Pire, nous sommes aussi face à une hypocrisie des institutions internationales. En dépit de l'existence d'un droit international, personne ne bouge, on tourne le dos à cette réalité.

● **Depuis près d'un mois, les dirigeants de l'entité sioniste évoquent un recours à une vaste opération terrestre dans la bande de Ghaza, mais il semble qu'ils hésitent. Pourquoi ?**

La visite du président Joe Biden du 18 octobre dernier semble avoir marqué, en tendance, un point d'inflexion. Alors que les dirigeants israéliens insistent continuellement sur la préparation de l'opération terrestre, les positions des responsables israéliens semblent s'être partiellement modifiées.

On ne peut néanmoins pas exclure qu'une opération terrestre risque d'aboutir à une radicalisation des positions anti-israéliennes et une escalade régionale du conflit, notamment au Liban, pays de la ligne de front, puisque une partie de la frontière nord d'Israël est mitoyenne de ce pays. Le Hezbollah, particulièrement implanté dans la partie sud du Liban et qui contrôle méticuleusement la zone frontière avec Israël, a déclaré après le 7 octobre qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires en cas d'invasion terrestre d'Israël à Ghaza et agirait en conséquence.

● **Peut-on dire que l'offensive du Hamas du 7 octobre a mis fin aux processus de « normalisation » de certains pays arabes avec l'entité sioniste ?**

Je ne parlerais pas d'un arrêt mais plutôt d'une dévitalisation. Les accords d'Abraham sont en partie dévitalisés de leur contenu depuis bien avant le 7 octobre. Ces accords ont, à tort, été qualifiés d'accords de paix puisqu'il n'y avait pas de guerre entre les pays signataires (le Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Soudan, le Maroc et Israël). Ces derniers, à l'exception du Maroc, se posaient de nombreuses questions, notamment depuis le 1^{er} janvier 2023, date de mise en place du nouveau gouvernement israélien dirigé par Benjamin Netanyahu, dont le centre de gravité est clairement situé à l'extrême-droite. Ce gouvernement comprend en effet des ministres suprémacistes juifs et ultra-orthodoxes qui ne cachaient pas leur intention d'annexer purement et simplement la Cisjordanie, mettant en porte à faux les pays signataires des accords.

En revanche, le Maroc a, pour sa part, continué à entretenir des relations de plus en plus étroites avec Israël, y compris depuis le 1^{er} janvier dernier, cela en raison d'une configuration particulière. Les Israéliens, en contrepartie du soutien du Maroc, ont reconnu la « marocanité » du Sahara occidental, ce qui pour la diplomatie marocaine constituait une victoire considérable. C'est principalement pour cette raison que le Maroc a accepté de continuer à coopérer étroitement avec Israël depuis le début de l'année. Cependant, du fait de plusieurs manifestations de protestation en soutien aux Palestiniens au Maroc même, le Roi et l'exécutif marocain vont probablement être obligés de tenir compte de ce nouveau paramètre et relativiser leur active coopération avec l'État hébreu.

● **Pensez-vous que l'Arabie saoudite, le plus important pays dans la région, est en passe de revoir sa stratégie vis-à-vis de l'entité sioniste ?**

Les autres États arabes qui avaient signé les accords d'Abraham et qui considéraient que la question palestinienne se serait réglée de facto se sont trompés et sont obligés d'en tenir compte, car l'actualité a ramené la question palestinienne au centre de la situation régionale. Ces accords d'Abraham ne peuvent aujourd'hui être considérés comme caducs, dans le sens où ils n'ont pas été dénoncés juridiquement parlant, mais sont en partie politiquement dévitalisés. Pour Israël, il s'avérerait important d'approfondir le processus et de contracter des accords de normalisation avec l'Arabie saoudite, s'agissant du pays arabe le plus important de la région du fait de sa taille, de sa population, de sa richesse et de la présence des lieux les plus sacrés de l'islam. Le processus de négociation était compliqué, car Mohamed ben Salmane exigeait des contreparties, même s'il avait déclaré, à la fin du mois de septembre, que le processus avançait substantiellement. Néanmoins, immédiatement après les premières réactions de



l'État d'Israël et le début des bombardements massifs contre Ghaza, l'Arabie saoudite a pris la décision de geler immédiatement le processus de discussion et de normalisation. Cela signifie que la configuration régionale de la relation des États arabes avec Tel-Aviv s'est modifiée. Processus déjà perceptible depuis le début de l'année avec la mise en place du gouvernement d'extrême droite à Tel-Aviv, et qui s'est accéléré et cristallisé depuis le 7 octobre.

● **Un pays comme l'Égypte semble supporter l'onde de choc de cette guerre plus qu'aucun autre pays limitrophe de la Palestine. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi cette fermeté de la part des Égyptiens ?**

Le blocus israélien à l'encontre de la bande de Ghaza est considéré comme un blocus israélo-égyptien puisque la frontière sud de Ghaza est sous le contrôle hermétique des autorités égyptiennes. Il y a plusieurs raisons à ce maintien du blocus par ces dernières depuis les attaques du 7 octobre sur le territoire israélien, indépendamment du niveau d'alerte humanitaire qui touche la population ghazaouie. Avec environ 2,3 millions de personnes à Ghaza, aucun État n'accepterait sereinement la perspective du passage de plusieurs centaines de milliers de réfugiés à la frontière, car celui-ci entraînerait un problème de logistique considérable dans un pays qui connaît une situation économique préoccupante. Par ailleurs, la sortie par le sud de la bande de Ghaza débouche sur la péninsule du Sinaï. Or, si dans le reste de l'Égypte la situation sécuritaire est désormais à peu près assurée, le Sinaï est une région non sécurisée et gangrénée par des reliquats de groupes djihadistes et des mafias qui s'adonnent à des trafics de marchandises et d'êtres humains. Les autorités égyptiennes craignent donc qu'un afflux de Palestiniens dans le Sinaï n'aggrave davantage les déséquilibres de cette région. De plus, les responsables du Caire raisonnent sur le long terme, ayant conscience des points de fixation que constitueraient les camps de réfugiés

palestiniens installés sur le sol égyptien. Ils tirent les enseignements de l'expérience des transferts massifs de populations palestiniennes au Liban, en Syrie, ou en Jordanie, et de la constitution de camps de réfugiés. L'Égypte ne tient donc pas à ce qu'un processus similaire se reproduise dans le pays en cas d'exode massif des Palestiniens de Ghaza. Enfin, les autorités égyptiennes voudraient des garanties d'aides effectives de l'ONU, de la communauté internationale et des puissances occidentales, garanties qu'ils n'ont pas obtenues à ce jour. Plusieurs éléments se conjuguent et permettent ainsi de comprendre la position ferme de l'Égypte qui s'explique par une série de raisons politiques.

● **Reste qu'il y a un autre pays qui peut jouer un rôle central dans ce conflit, ne serait-ce que sur le plan diplomatique, à savoir le Qatar. Peut-il le faire ?**

En ce qui concerne le Qatar, il est un État central dans une hypothétique médiation, visant à un cessez-le-feu et un hypothétique début de négociation politique. Car il possède une véritable expérience en termes de médiation, notamment, par exemple, entre les talibans afghans et les États-Unis. Il entretient par ailleurs des relations étroites avec Ghaza. Une partie de la direction du Hamas est en effet basée à Doha et le Qatar verse environ 30 millions d'USD par mois à la bande de Ghaza. Doha maintient également des contacts avec les autorités israéliennes, sans que le Qatar n'ait jamais été partie aux accords d'Abraham. Cependant, malgré ces atouts, le pays n'a pas à lui seul la possibilité d'avancer un réel processus de négociation, bien qu'il y prendra certainement part. La question des partenariats est donc primordiale. En outre, une médiation du conflit de la part des États arabes pris dans leur globalité n'est pas envisageable dans la mesure où leurs intérêts nationaux divergent et même s'ils doivent tenir compte de leurs opinions publiques. La Ligue des États Arabes se fait par ailleurs remarquer par son silence. **M.H.**

ABONNEMENTS À INTERNET

Un million de foyers algériens connectés à la fibre optique

Un million de foyers en Algérie sont désormais connectés à la technologie FTTH (Fiber To The Home), dite Fibre optique jusqu'au domicile, a annoncé hier samedi à Chlef le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki.

Le ministre, qui intervenait en marge de la cérémonie honorant le millionième abonné à la fibre optique, un résident de Chlef, a souligné que son secteur a enregistré un "bond qualitatif" dans la technologie FTTH, dont le nombre d'abonnés a atteint le seuil d'un (1) million au mois de novembre courant, contre pas plus de 53.000 abonnés en 2020.

"Le nombre d'abonnés à la fibre optique a été multiplié par vingt entre 2020 et 2023 grâce aux efforts de l'Etat et des cadres du secteur, en application des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la numérisation et la transition numérique", a-t-il dit. Il a ajouté que "l'Algérie fait partie des rares pays africains et arabes à avoir atteint le seuil du million de familles connectées à cette technologie. Ce qui permettra d'être au diapason des demandes de nos abonnés et de nous adapter de manière proactive aux besoins futurs requérant généralement de plus importants moyens dans le domaine".

Le nombre d'abonnés à l'internet fixe est passé, quant à lui, de 3,5 millions en 2020 à 5,4 millions au mois de



novembre courant, dont un million d'abonnés à la fibre optique, a précisé M. Bibi Triki.

Le ministre a relevé, en outre, que "l'évolution positive" constatée dans les indicateurs du secteur, en termes de hausse du nombre des abonnés, d'amélioration du débit et de relèvement de la

technologie FTTH à travers les 58 wilayas du pays, est "le fruit d'une approche équilibrée pour la généralisation des technologies de l'information et de la communication à l'ensemble du territoire national".

La technologie FTTH assure une connexion de bonne qualité excluant les perturbations électromagnétiques et

les coupures, en plus d'un débit pouvant atteindre les 300 Mbps.

Le millionième abonné à la FTTH en Algérie, une famille résidant à la cité Guezzou de la ville de Chlef, a bénéficié d'un abonnement de trois ans de 300 Mbps, offert gratuitement par Algérie Telecom (AT).

R.N./avec APS

EN PRÉSENCE
D'OPÉRATEURS AFRICAINS

LE 17^E SALON
INTERNATIONAL
DE L'OPTIQUE
ET DE LA LUNETTERIE
OUVRIRA
SES PORTES
JEUDI PROCHAIN

Plus de 50 exposants, dont des opérateurs africains, sont attendus au 17^{ème} Salon International de l'Optique et de la Lunetterie (SIOL'Alger), prévu à partir de jeudi prochain, ont annoncé vendredi les organisateurs. Ce salon réunira des exposants dont des fabricants nationaux notamment de verre optique, lentilles, représentants de firmes et labos internationaux, distributeurs, matériels, instruments médicaux et équipements. Le salon organisé par RH. International Communication, accueillera également des écoles de formation d'opticiens, un monde qui partage les mêmes valeurs et les mêmes ambitions et qui a comme principal objectif de construire une marque algérienne, voire même africaine, souligne le communiqué. Des représentants africains de cette filière, dont des Tunisiens, Egyptiens, Ivoiriens, Maliens et Chinois sont attendus à ce salon, une opportunité pour l'opérateur algérien d'échanger les expériences et examiner la possibilité d'élargir son champ d'action notamment dans le cadre de l'investissement. Ainsi, le SIOL'Alger, promet de rester en phase avec les avancées scientifiques et être source d'inspiration et de spécialisation de la filière. Pour renforcer ses espaces de communication et d'information, des équipements et matériels anciens qui marquent l'histoire et l'évolution de cette filière seront exposés, souligne la source.

ONCOLOGIE

Les pharmacies hospitalières du pays dotées de l'immunothérapie

La présidente de l'Association algérienne de pharmacie hospitalière et oncologique (SAPHO), Pr El-Mansouria Nebchi, a fait savoir, vendredi, que les pharmacies hospitalières à travers le pays seront dotées de l'immunothérapie. S'exprimant en marge du 7^e Congrès international de pharmacie hospitalière et oncologique, placé sous le thème «La pharmacie hospitalière à l'ère de la médecine de précision», Pr Nebchi a fait état de l'acquisition de l'immunothérapie dans le cadre de la médecine de précision, destinée à la

prise en charge thérapeutique des patients atteints du cancer, de l'hémophilie et de la sclérose en plaques. «Des traitements innovants qui contribueront à améliorer considérablement l'état de santé des patients», a-t-elle ajouté. La spécialiste a précisé, dans ce cadre, que ces médicaments innovants et efficaces ont été enregistrés par le ministère de la Santé en 2017, puis acquis par la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) en octobre 2023.

«Ils ne sont pas pris en charge par le Fonds national de lutte contre le can-

cer, mais ce sont des traitements supplémentaires dont bénéficieront tous les patients souffrant de maladies qui étaient, il n'y a pas si longtemps, difficiles à traiter», a-t-elle soutenu. Mme Nebchi, également chef de service à la Pharmacie de l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) Ait-Idir (Alger), a qualifié ces traitements innovants de «saut qualitatif» dans le domaine de la santé en Algérie, soulignant la nécessité pour le pharmacien de s'adapter à ces nouveaux progrès. Concernant les effets secondaires de

ces médicaments, Pr Nebchi a indiqué que le pharmacien joue «un rôle actif» dans le suivi de ces effets sur le patient, outre la nécessité de faire des analyses spéciales avant de prescrire ces médicaments qui sont destinés au traitement, cas par cas, afin de procéder à un diagnostic précis de la maladie. S'agissant des dispositifs médicaux accompagnant ces traitements, la spécialiste a rappelé que le ministère de la Santé avait mis en place une commission ad hoc pour le recours à ces dispositifs.

R.N.

CANCER

L'UNOP salue l'initiative nationale lancée par le Président de la République

L'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP) a salué l'initiative nationale de lutte contre le cancer lancée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué hier un communiqué de cette association. «L'UNOP tient à saluer l'initiative nationale de lutte contre le cancer qui vient d'être lancée par le Président de la République et se félicite de cette initiative heureuse», relève la même source, soutenant qu'elle permettra de coordonner

les efforts des acteurs concernés par la lutte contre ce mal endémique des sociétés modernes. En ce sens, l'UNOP a considéré «la mise en place de programmes à réaliser en matière de prévention et de dépistage précoce de cette maladie et de lutte contre les facteurs de risque», comme étant «la solution la plus viable et la plus pertinente de lutte contre le cancer». L'UNOP a ajouté que cette initiative relève d'une démarche «à la hauteur d'une priorité de la poli-

tique nationale de santé publique». «Nous sommes persuadés qu'il s'agit là de la voie appropriée pour apporter des réponses satisfaisantes, rapides et opérationnelles aux difficultés vécues par les patients, ainsi qu'en ce qui concerne une meilleure disponibilité des médicaments anticancéreux et de l'accessibilité des thérapies les plus innovantes», ajoute le communiqué. L'UNOP a relevé à ce propos, qu'un nombre important d'unités de fabrication de pro-

duits d'oncologie sont déjà entrées en phase de fabrication ou devraient l'être au cours des prochains mois, ce qui est de bon augure pour l'année 2024 en termes d'approvisionnement du marché et d'autosuffisance pour cette catégorie de médicaments et produits pharmaceutiques hautement sensibles». Pour cette association, «le plan d'action ambitieux qui est porté par cette initiative, la mobilisation envisagée de la communauté scientifique et universitaire et les moyens

humains et financiers mobilisés» confèrent «une dimension nouvelle à la lutte anti-cancer à court terme», en Algérie. Pour rappel, le Président de la République a annoncé, jeudi dernier, une initiative nationale de lutte contre le cancer, dans le cadre de son engagement à protéger et à promouvoir la santé des citoyens. Le suivi de la concrétisation de cette initiative et l'évaluation de ses résultats seront assurés au niveau de la Présidence de la République.

R.N.

ANNONCE IMPORTANTE POUR LES IMPORTATEURS

Le gouvernement joue la carte du numérique

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé hier, dans un communiqué, l'entrée en service, à partir de ce dimanche, de la nouvelle plateforme numérique permettant aux importateurs de retirer le certificat de respect des conditions et des modalités exigées pour l'exercice de l'activité d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état.

«Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations informe les importateurs de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état que la demande et le retrait du certificat de respect des conditions et modalités exigées pour l'exercice de cette activité se feront via la plateforme respect.commerce.gov.dz, qui entrera en service à partir de dimanche 5 novembre 2023»,

précise le communiqué du ministère. Ce certificat, valable deux ans, est exigé de tout importateur souhaitant exercer cette activité pour attester de son respect des conditions et des modalités fixées par la loi. Il comprend les données relatives à l'activité comme le siège social de l'importateur et les moyens humains, matériels et logistiques dont il dispose, selon la nature des produits importés, comme les chambres froides et les moyens de stockage réservés à chaque produit. L'ouverture d'un compte sur cette nouvelle plateforme numérique relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations se fait avec le numéro du registre de commerce. L'utilisateur inscrit sur cette plateforme peut faire une demande de certificat de respect des conditions et suivre sa progression en ligne, en renseignant un formulaire dédié à cet effet, avant de télécharger ledit certificat, avec la possibilité pour lui de le modifier ou de le renouveler. Outre le gain de temps qu'elle permet, cette plateforme vise à conférer «davantage de transparence» à l'opération de retrait de ce document, a expliqué le ministère, soulignant que de telles



mesures faciliteront encore plus les démarches liées aux opérations d'importation, selon la même source. Cette plateforme «s'inscrit dans le cadre des efforts visant à numériser le secteur du Commerce et à faciliter les démarches

administratives pour les opérateurs économiques, qui n'auront plus à se déplacer aux directions du Commerce et de la Promotion des exportations pour déposer leurs dossiers», a précisé le ministère. **R. E.**

PÉTROLE

ÉTAT D'INCERTITUDE ET FLUCTUATIONS DES PRIX DOMINENT LE MARCHÉ

Sur le marché pétrolier, le conflit au Moyen-Orient inquiète les investisseurs quant à ses éventuelles conséquences sur les approvisionnements pétroliers de la région. L'état d'incertitude et les fluctuations des prix ont continué à dominer le marché du pétrole brut, qui souffre sous le poids des répercussions de la guerre au Moyen-Orient, alors que la Banque mondiale s'attend à ce que la guerre fasse monter les prix à 150 dollars le baril si elle se propage dans toute la région. Au cours des dernières transactions, les contrats à terme sur le Brent pour livraison en janvier prochain ont augmenté de 0,3%, soit l'équivalent de 28 cents, à 85,30 dollars le baril. Les contrats à terme sur le brut Brent pour décembre prochain ont chuté d'environ quatre cents pour s'établir à 87,41 dollars le baril à l'expiration du contrat mardi dernier. Les contrats à terme sur le brut West Texas Intermediate américain ont augmenté de 0,2 pour cent, soit l'équivalent de 16 cents, à 81,02 dollars le baril, après avoir perdu environ 1,6 pour cent lors de la séance précédente. Les données de l'American Petroleum Institute indiquent que les stocks de pétrole brut aux États-Unis ont augmenté d'environ 1,3 million de barils la semaine dernière, tandis que les stocks de carburant ont diminué d'environ 360 000 barils et que les stocks de distillats ont diminué d'environ 2,5 millions de barils. Dans une récente note de recherche, Fitch a averti que de nombreuses entreprises de combustibles fossiles pourraient se lancer dans une ère de dégradation de leur crédit si leur transition vers un avenir à faibles émissions de carbone s'avérait lente. L'agence a indiqué que les sociétés pétrolières et gazières sont les plus vulnérables aux risques, selon son analyse, qui cherchait à mesurer la manière dont les entreprises gèrent les risques climatiques, y compris des règles strictes. L'analyse a montré que plus de 20 % des entreprises mondiales, dans différentes régions et secteurs, courent le risque de voir leur note de crédit dégradée en raison d'un «niveau élevé de vulnérabilité climatique» au cours de la prochaine décennie. Selon ledit rapport, la moitié de ces entreprises opèrent dans l'industrie pétrolière et gazière, et les sociétés de charbon et de services publics sont particulièrement vulnérables aux risques de dégradation de leur note de crédit. Il a également déclaré que plus de la moitié des sociétés émettrices de titres de créance à l'échelle mondiale susceptibles d'être dégradées en raison des risques climatiques sont actuellement de qualité investissement.

M. H. / avec Agences

CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE

Khelladi appelle depuis Moscou à réfléchir au développement de l'action de l'AICESIS

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi a appelé, lors de sa participation aux travaux de l'Assemblée générale (AG) de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS), tenue mercredi dernier à Moscou (Russie), à engager une réflexion sur le développement et la modernisation de l'action de l'association, qui soit à la hauteur de son volume et des évolutions en cours, a indiqué

jeudi un communiqué du Conseil. Il a appelé à cette occasion à engager une réflexion sur le développement et la modernisation du travail de l'association, qui soit à la hauteur de son volume et des évolutions en cours, soulignant la disponibilité du Conseil algérien à y contribuer, notamment à la lumière de la dynamique que connaît l'Algérie dans tous les domaines. Concernant les travaux de l'Assemblée, le communiqué a précisé que les membres de l'AICESIS ont débattu des sujets divers, dont

la présentation d'un rapport sur le thème principal, qui était pendant ce mandat «La vie à l'ère du numérique : nouveaux défis et recherche de solutions». Le nouveau règlement intérieur de l'Assemblée, et le rapport moral et financier du mandat précédent, présidé par la Russie, ont également été présentés et débattus. Le Conseil économique et social de Curaçao a également été plébiscité pour un nouveau mandat et l'adhésion du Brésil et du Pérou en tant que nouveaux membres de l'AICESIS a été approuvée. Les parti-

cipants ont salué la proposition du Conseil de la République populaire de Chine d'accueillir la prochaine assemblée générale à Shanghai. L'AICESIS, fondée en juillet 1999, regroupe aujourd'hui plus de 70 Etats membres issus de quatre continents (Afrique, Amérique latine, Asie et Europe). Elle vise à promouvoir le dialogue et les échanges d'expérience et de bonnes pratiques entre ses membres et à encourager le dialogue entre partenaires économiques et sociaux dans le monde. **R.E./ avec APS**

DEPUIS LES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE

Les exportations de charbon américain envahissent l'Europe

Les exportations de charbon américain ont bénéficié de l'embargo européen imposé sur les exportations de charbon russe depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, qui se poursuit jusqu'à présent. Ainsi, ces exportations ont augmenté de 5,7 millions de tonnes américaines (5,2 millions de tonnes métriques) au cours des 12 mois suivant l'entrée en vigueur des sanctions de l'Union européenne contre le charbon russe en août 2022, selon un rapport publié par l'Administration américaine de l'information sur

l'énergie. Le rapport a montré que l'augmentation des exportations américaines de charbon au cours de cette période était principalement due à une augmentation de 22 % des expéditions vers l'Europe. Le total que les États-Unis ont exporté vers l'Europe s'est élevé à environ 33,1 millions de tonnes américaines (30 millions de tonnes métriques) au cours des 12 mois allant d'août 2023 à juillet 2023, contre 27,1 millions de tonnes américaines (24,6 millions de tonnes métriques) au cours de la même période. Les importations

européennes de charbon russe se sont élevées à près de 84,6 millions de tonnes américaines (76,7 millions de tonnes métriques) en 2021, ce qui représentait un tiers des exportations totales de charbon de la Russie. En avril 2022, l'Union européenne a décidé d'imposer des sanctions sur les exportations de charbon russe deux mois après l'invasion de l'Ukraine par Moscou, tout en autorisant les contrats précédemment signés à achever leurs opérations commerciales jusqu'en août 2022. **M. H.**

BANQUE D'ALGÉRIE

Emission d'une nouvelle pièce de monnaie de 10 DA

Une nouvelle pièce de monnaie métallique de 10 DA sera mise en circulation, en vertu d'un règlement de la Banque d'Algérie publié au Journal officiel (JO) n°69. Il s'agit du règlement 23-02 du 21 septembre 2023, portant création, émission et mise en circulation d'une de pièce de monnaie métallique

de 10 dinars algériens, signé par le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah-Eddine Taleb. Les caractéristiques techniques et les descriptions de cette pièce ont été précisées dans ce texte. Il s'agit d'une pièce de type monométallique en acier inoxydable de couleur gris et acier, avec un motif principal représentant les

énergies renouvelables, matérialisées par le soleil, les dunes de sable, les éoliennes et les panneaux photovoltaïques symbolisant les énergies du futur. Cette nouvelle pièce de monnaie sera mise en circulation après la promulgation de ce règlement au Journal officiel, selon le même texte.

COMMÉMORATION DU 1^{ER} NOVEMBRE À L'EST DU PAYS

Remise des clés de logements et mise en service de plusieurs projets

Cérémonies de recueillement à la mémoire des Chouhada, ré-inhumation de restes de Chouhada, conférences sur la Révolution, autant d'hommages aux Moudjahidine qui ont, par leur bravoure et leurs sacrifices, permis à l'Algérie de recouvrer son indépendance.



Les wilayas de l'est du pays ont commémoré mercredi le 69^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954 par des cérémonies de recueillement à la mémoire des chouhada, la remise des clés de logements, l'inauguration de réalisations et le lancement de projets nouveaux, en présence des autorités locales civiles et militaires et de la famille révolutionnaire. Dans la wilaya d'Annaba, les autorités locales et des membres de la famille révolutionnaire ont assisté à la réouverture du musée local du moudjahid au terme de travaux de réaménagement de ce lieu dédié à la gloire des artisans de la révolution libératrice dans la région. L'occasion a donné lieu au lancement d'un appel aux historiens et moud-

jahidine pour enrichir les collections de ce musée en documents, photographies et témoignages. Les restes de 47 chouhada avaient été ré-inhumés mardi au cimetière des martyrs de la commune d'Annaba et plusieurs conférences sur la révolution ont été données par des moudjahidine à travers les maisons de jeunes. A Ouled Djellal, le wali Aïssa Aziz Bouras a présidé l'inauguration d'une clinique de radiologie au chef-lieu de wilaya et la mise en service du réseau d'approvisionnement en gaz naturel de 213 foyers à Hassi Sayida dans la commune de Chaïba pour un investissement public de 132 millions DA. La wilaya de Skikda a connu le lancement de la distribution par les autorités

locales des clés de 4.285 logements de divers types, une opération qui se poursuivra progressivement jusqu'à la fin de l'année en cours. Des moudjahidine de cette même wilaya ont été honorés mardi soir par les responsables locaux. A Bordj Bou Arreridj, une série de conférences a été lancée à travers les écoles coraniques de la wilaya pour présenter la cause palestinienne et la position constante de l'Algérie à son égard. A Jijel, il a été procédé à la remise des clés et arrêtés d'attribution de 1.689 logements de divers types au cours d'une cérémonie présidée par le wali Ahmed Meguelati qui a affirmé que les opérations de distribution de logements de diverses formules se poursuivront durant la prochaine

année 2024. Il a ainsi précisé que le quota distribué aujourd'hui se compose de 39 logements publics locatifs dans la commune de Jijel, de 50 logements promotionnels aidés à El Milia et de 900 arrêtés d'attribution d'aide au logement rural à travers les communes de la wilaya. L'occasion a donné lieu dans la même wilaya à la mise en service de la station de pompage d'eau potable de la cité Mezghitane, d'une unité de dépistage et suivi en milieu scolaire à la cité Heddada et un bureau de poste à la cité Benachour et à l'inauguration d'une station services à la cité Moussa et du jardin public Bourideh Seddik après son réaménagement. A Mila, 248 foyers ont été raccordés au réseau de gaz dans les deux localités d'Ouled Bouhama et Guenazaa au milieu de la joie des bénéficiaires. A Batna, une conférence historique a été organisée au musée du moudjahid et les autorités de wilaya ont présidé au centre anti-cancer la remise de 15 ambulances et 5 véhicules 4x4 à des établissements de santé de localités enclavées outre l'inauguration d'une clinique privée de cardiologie.

R.R.

TOUGGOURT :

CONVENTION DE COOPÉRATION ENTRE LA WILAYA ET L'UNIVERSITÉ DE OUARGLA

La wilaya de Tougourt et l'Université Kasdi-Merbah d'Ouargla (UKMO) ont signé une convention de coopération pour promouvoir les opportunités de collaboration et d'échange d'expertises sur des questions d'intérêt commun, a-t-on appris mardi des responsables de cet établissement de l'enseignement supérieur. Cette convention a été paraphée par le wali de Tougourt, Othmane Abdelaziz, et le recteur de l'UKMO, Pr Mohamed Tahar Halilat, lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya. "L'accord s'articule autour de la mise en œuvre d'études et de recherches scientifiques, notamment celles liées à la promotion du développement local, en plus de donner des propositions et des solutions pratiques et innovantes aux problèmes techniques ayant trait aux différents domaines, entre autres, l'agriculture, l'environnement, la sécurité hydrique et l'entrepreneuriat", a déclaré à l'APS M. Halilat. Les cadres et responsables d'institutions et administrations publiques de la wilaya, tous secteurs confondus, vont bénéficier, en vertu de cette convention, de programmes et ateliers de formation dans différentes spécialités, tout en contribuant à l'amélioration des performances des collectivités locales et du service public, a-t-il poursuivi. L'accord permettra aussi d'encourager les mobilités d'académiciens et de cadres de la wilaya dans le cadre du domaine de coopération entre les deux parties, ainsi que l'organisation de rencontres et manifestations scientifiques, encadrées par l'université. En revanche, les services de la wilaya vont assurer des stages pratiques au profit des étudiants afin de les accompagner dans leur cursus et leur permettre de réaliser leurs recherches scientifiques dans des conditions appropriées, a conclu le même responsable.

APS

WILAYAS DU CENTRE

Lancement de projets de développement et hommage aux héros de la Révolution

La commémoration du 69^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1^{er} novembre 1954 a été marquée, mercredi, dans les wilayas du centre, par des hommages aux héros, tombés en martyrs ou en vie, qui ont rejoint la guerre de libération nationale pour arracher l'indépendance nationale, et par l'inauguration ou le lancement de plusieurs projets de développement. A ce titre, dans la wilaya de Blida, l'événement a été marqué par la remise de décisions d'affectation de logements publics locatifs (LPL) à plus de 1.800 bénéficiaires. Ces nouvelles habitations sont réparties sur les communes de Blida, Boufarik, El Afroun, Meftah, Mouzaia et Oued Djer. Des décisions d'affectation de 100 logements promotionnels aidés (LPA), implantés à Ouled Yaich, ont été également distribués dans cette même wilaya ou des projets relevant des secteurs de l'énergie, des ressources en eau et de l'éducation, ont été mis en service, la veille (mardi) à la même occasion. A Aïn Defla, pas moins de 529 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel, parmi lesquels, 386 foyers situés au quartier Bouarous (commune d'Aïn Bouyahia), ont été raccordés au titre du programme complémentaire de développement et 143 situés à Hai Torba (commune d'Aïn Defla), l'ont été dans le cadre du programme de développement des zones d'ombre. A Bumerdes, les autorités locales ont procédé à l'inauguration et à la mise en service d'une nouvelle gare routière urbaine, offrant toutes les commodités aux voyageurs et les meilleures

conditions de travail aux transporteurs. La gare a été réalisée grâce à un financement sur budget communal. Cette nouvelle gare est d'une capacité d'accueil de 600 bus de transport de voyageurs vers l'ensemble des communes de Bumerdes et vers les wilayas voisines. A Tizi-Ouzou, un lycée et un groupe scolaire ont été inaugurés à Draa Ben Khedda, le premier a été baptisé du nom du Chahid Hamed Mohamed et le groupe scolaire du nom du Chahid Haider Arezki. Au chef-lieu de la wilaya, le wali, Djilali Doumi, a procédé à la pose de la première pierre d'un lycée de 1.000 places pédagogiques au niveau de la cité AADL 2.000 logements et d'une sûreté urbaine au niveau de la cité 1.500 logements du pôle d'excellence de Oued Fali. La veille (mardi), un programme de réalisation de pas moins de 810 unités de logements public locatif (LPL) réparti sur cinq (5) localités : Makouda, Timizart, Aghribs, Draa-Ben-Khedda et Tizi-Ouzou, a été lancé. A Bejaia, les autorités locales, à leur tête le wali, se sont rendus dans le quartier Soumari (dans la commune du chef-lieu), où logent 200 familles dans des conditions précaires. Dans ce quartier démuné, proie, l'été dernier, d'un incendie qui a réduit en cendres quatre habitations sans faire de victimes humaines, le wali Kamel Eddine Kerbouche, a rassuré les familles qu'elles seront relogées graduellement à partir de demain, jeudi, au pôle urbain Ighzer Ouzarif, dans des habitations neuves, dotées de toutes les commodités nécessaires.

APS

RELANCE D'ENTREPRISES À L'ARRÊT :

JUMAGRO de Jijel en voie de reprise de ses activités

L'entreprise publique "JUMAGRO", fruit d'un partenariat entre le groupe "AGRODIV" et le holding public "MADAR", spécialisée dans la transformation des fruits et légumes et de l'huile d'olive vierge à Taher (Jijel), a lancé mercredi des essais de production d'huile d'olive vierge, dans le cadre de la relance des entreprises à l'arrêt, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. "Dans le cadre de la relance des entreprises à l'arrêt, et après la visite effectuée par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, dans la wilaya de Jijel et ses instructions à l'effet de relancer l'activité des entreprises à l'arrêt, l'entreprise publique +JUMA-

GRO+, spécialisée dans la transformation des fruits et légumes et de l'huile d'olive vierge, a lancé, mercredi à Taher (Jijel), des essais de production d'huile d'olive vierge d'une capacité de 500 bouteilles/heure, en présence de techniciens italiens de la société CLEMENTE SRL, lit-on dans le communiqué qui a rappelé que JUMAGRO, modèle de partenariat public-public, était à l'arrêt depuis 2016. La relance de cette entreprise, ajoute la même source, s'inscrit en droite ligne avec la stratégie de relance de l'activité des unités à l'arrêt que M. Aoun qualifie de "priorité pour le secteur à même de contribuer à la création d'emplois et à la réalisation de l'autosuffisance".

APS

38 JOURNALISTES ET PROFESSIONNELS DE MÉDIAS TUÉS

DES CRIMES DE GUERRE CONTRE

La Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, célébrée le 2 novembre, intervient cette année, dans un contexte particulier, marqué par les bombardements sionistes dans la bande de Ghaza, où des journalistes qui couvrent ces agressions sont ciblés par l'occupation. «Fauchant aveuglement et par milliers des vies innocentes, la guerre menée contre Gaza, dans toute son horreur, n'a pas épargné les journalistes. Lesquels n'ont pour «protection» que cette journée du 2 novembre, désignée par les Nations unies afin que leurs agresseurs ne restent pas impunis», souligne L'Orient Le jour, dans un article. Le journal rappelle qu'il y a dix ans, plus précisément le 17 septembre 2013, lors de sa 68e session, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait la résolution A/RES/68/163 proclamant le 2 novembre «Journée internationale mettant fin à l'impunité pour les crimes contre les journalistes». Ce texte exhorte les États membres à mettre en œuvre des mesures précises pour lutter contre la culture actuelle de l'impunité à l'encontre des agresseurs des médias. La date a été choisie en commémoration de l'assassinat de deux journalistes français de RFI, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, tués au Mali le 2 novembre 2013. Selon l'Observatoire

de l'occupation lors d'un raid dans la ville de Jénine. Dans ce contexte, les crimes de guerre contre des journalistes font de plus en plus de victimes dans l'enclave Palestinienne. Dans la Charte de la résolution des Nations unies qui l'encadre, il est prévu que la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes soit organisée tous les deux ans pour servir de campagne de sensibilisation et de commémoration des journalistes disparus sans que leur cas ait été tranché par la justice. Cette année, le principal événement de cette commémoration s'est déroulé les 2 et 3 novembre 2023 au siège de l'Organisation des États américains (OEA) à Washington D.C. Un choix grandement contesté par de nombreuses personnes critiquant la politique américaine et sa position inflexible à l'égard du génocide à ciel ouvert perpétré dans la bande de Ghaza. Depuis le 7 octobre dernier 2023, le nombre de journalistes et professionnels de médias tués dans la guerre lancée par l'entité sioniste à Gaza s'est élevé à 38. «25 journalistes palestiniens et 13 professionnels de médias ont été tués à la suite des bombardements de l'armée d'occupation sioniste», a déclaré le syndicat des journalistes palestiniens dans un communiqué sur Facebook. Le syndicat a affirmé que les domiciles d'au moins 35 journalistes ont été bombardés soulignant que des dizaines de membres de leurs familles ont été tués, dont le ciblage délibéré de

sans frontières a annoncé, mercredi dernier, avoir «porté plainte devant la Cour pénale internationale pour enquêter sur les crimes de guerre commis contre des journalistes dans la Bande de Ghaza. «Ces journalistes ont été victimes d'attaques qui constituent, pour le moins, des crimes de guerre», a fustigé RSF.

Le communiqué a, également, mentionné «la destruction intentionnelle, totale ou partielle, des locaux de plus de 50 médias à Ghaza». D'après RSF, une trentaine de journalistes ont été tués depuis le début de la guerre à Ghaza, alors qu'ils exerçaient leurs activités. «L'ampleur, la gravité et la récurrence des crimes internationaux visant les journalistes en particulier à Ghaza appellent une enquête prioritaire du procureur de la CPI. Nous l'y appelons depuis 2018. Les événements tragiques en cours démontrent l'extrême urgence de sa mobilisation», estime RSF. Cette plainte est la troisième de RSF auprès du procureur de la CPI concernant des crimes de guerre commis sur des journalistes palestiniens depuis 2018 à Ghaza. Une première plainte a été déposée en mai 2018 pour les journalistes tués ou blessés dans le cadre de la «Marche du grand retour» à Ghaza. La deuxième plainte a été déposée en mai 2021 suite aux bombardements d'une vingtaine de médias dans la bande de Ghaza par les forces d'occupation. RSF a par ailleurs accompagné la plainte déposée par Al Jazeera concernant l'assassinat par l'occupant sioniste de la journaliste palestinienne Shirin Abu Akleh en Cisjordanie le 11 mai 2022. Mais toutes ces plaintes sont restées lettres mortes.

Les attaques dont ont été victimes les journalistes palestiniens à Ghaza correspondent à la définition donnée par le droit international humanitaire d'une attaque indiscriminée, et relèvent donc de crimes de guerre au sens de l'article 8.2.b. du statut de Rome.

En temps de crise, de guerre ou de conflit, les médias sont en première ligne quant à la couverture des événements aussi tragiques qu'ils soient. L'accès à l'information est un droit fondamental, notamment l'accès à l'Internet, doit être respecté en toutes circonstances. Ce droit n'a jamais été aussi important qu'en ces temps, où l'entité sioniste mène des attaques barbares contre la bande de Ghaza. Journalistes tués ou blessés, rédactions détruites, coupures d'Internet et menace de censure de la chaîne internationale Al Jazeera : l'occupant sioniste veut étouffer l'information dans la bande de Ghaza. C'est un véritable black-out médiatique que les forces d'occupation veulent imposer à Ghaza. Les mesures générales comme le blocus imposé depuis longtemps et renforcé par le déplacement forcé de civils, affectent les journalistes locaux et leurs familles. Mais il y a aussi une mise en danger spécifique des rédactions et des professionnels de l'information, sous des formes multiples. Les journalistes sont tués dans l'exercice de leur métier, sous les bombardements sionistes. C'est ce qui s'est passé avec le journaliste Mohammad Baalouche, directeur de la chaîne de télévision Palestine Today, tué par une frappe qui a ciblé sa maison, le 17 octobre, selon les informations recueillies par RSF. En plus des autres reporters tués alors qu'ils couvraient la guerre, d'autres ont trouvé la mort à leurs domiciles, à la suite de frappes sionistes.

L'OCCUPANT VEUT ÉTOUFFER LE JOURNALISME À GHAZA

La logique de l'étouffement médiatique prend aussi d'autres formes. Depuis le 7 octobre, de nombreux médias ont été entièrement ou partiellement détruits à Ghaza par les frappes aériennes israéliennes. Selon le Syndicat palestinien de la presse, ce nombre s'élève à 50. La plupart des 24 stations de radio émettant sur les ondes et en ligne, et qui comptent parmi les principales sources d'information sur la zone, ont été mises hors service par les frappes ou par le blocus sioniste, qui empêche l'approvisionne-

ment en carburant, détruit une radio, tant des équipes de l'AFP, et des membres du Comité de l'hôpital. L'occupant sioniste, en formation, empêche leur travail. Les journalistes - selon l'occupant - évacuer précipitamment la ville de Ghaza, ordres d'évacuation abandonner les équipements de travail forcé. «J'ai été forcé de partir le soir. J'ai dû me charger de la recharge de la batterie pour mieux pour moi-même la correspondance. Les heures passent, nous vivons dans la peur. Même si elle est au moins une force d'occupation pour sa couverture. Qds occupés, Ahmad Darwish direct par un groupe de trois journalistes joués par la police à puisse être libre et fiabilité travailler. Or, chaque jour, les bombardements font tomber d'images. RSF, que l'entité sioniste est l'ennemi. Malgré les risques sur le terrain, le métier et de véhiculée par. En effet, depuis l'occupation sioniste à Gaza, l'information internationale relayées par les médias. Ces médias, étouffés, étouffent la partie de la liberté que diffusent les médias reprennent la gestion d'un territoire. Dénusés de travail, les médias usent de la liberté. Les médias palestiniens sont confrontés à la formation et à l'information occidentale. Il n'y a pas de vraie agence de presse nationale si l'on considère les Arabes, estime le Syndicat palestinien de la presse (SNJT), a déclaré en Tunisie. Ghaza. Il a appelé les médias à porter les appareils de travail, justifier sous une nouvelle place un combat avec précision. Le syndicat a annoncé que sera dédiée à la lutte contre les trompeuses relations des médias dans leur travail. Ghaza et à l'appel à la liberté des médias tunisiens. vaste initiative de journalisme des médias et de la politique

■ Décrétée par les Nations Unies, la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, célébrée le 2 novembre, intervient cette année dans un contexte particulier, les bombardements de Ghaza où plusieurs journalistes sont tombés en martyrs.

de journalistes assassinés de l'Unesco, entre 2006 et 2023, plus de 1 600 journalistes ont été tués dans le monde, et près de 9 cas sur 10 de ces assassinats restent sans réponse judiciaire. Aujourd'hui, les choses empirent, car, dans cette guerre qui vise la bande de Gaza, on assiste en direct, et devant le silence de la communauté internationale, à des représailles de sang-froid visant les journalistes et les professionnels des médias. En effet, dix jours plus tard, le 25 octobre, la violence a atteint un nouveau paroxysme lorsque les bombardements sionistes sur Gaza ont ciblé l'habitation de la famille de Waël al-Dahdouh, le correspondant palestinien historique de la chaîne de télévision al-Jazeera, tuant son épouse, deux de ses enfants et un petit-fils nouveau-né, alors que lui-même se trouvait en reportage. Les attaques contre les journalistes perdurent donc envers et contre les protestations qui se font à multiples niveaux. Il y a un an, Shireen Abou Akleh, reporter palestinien-américain star de la chaîne de télévision al-Jazeera, était abattue par un tir de l'armée d'oc-

cupation de la famille du journaliste Wael Al-Dahdouh, correspondant d'Al Jazeera, qui a perdu sa femme, deux de ses enfants et son petit-fils. «Ces actes odieux sont le prolongement d'une politique systématique visant à cibler et à tuer des journalistes palestiniens. L'armée sioniste a tué 55 journalistes palestiniens entre 2000 et 2023, dont la martyre, la journaliste Shireen Abu Akleh, en mai 2022. L'occupation a coupé tous les moyens de communication avec la Bande de Ghaza, y compris Internet, et les réseaux téléphoniques. La communication est toujours limitée et sujette à des perturbations et des interférences, ce qui permet à l'occupant de perpétrer ses massacres en sourdine, loin des caméras des médias internationaux», a expliqué le syndicat.

RSF PORTE PLAINTÉ POUR DES CRIMES DE GUERRE COMMIS CONTRE LES JOURNALISTES À GHAZA

L'organisation non gouvernementale Reporters

S PAR L'ENTITÉ SIONISTE DEPUIS LE 7 OCTOBRE DERNIER

RE DES JOURNALISTES À GHAZA

durant. Le 19 octobre, une frappe a été menée contre la rédaction éphémère sous tente abritée par des bénévoles de la BBC, Reuters, Al Jazeera, et des agences de presse locales, à proximité du camp de réfugiés de Khan Younés.

Le régime sioniste multiplie les entraves à l'accès à l'information en toute impunité. Alors qu'ils risquent de perdre leur quotidien, au moins 50 journalistes ont vu leurs estimations de RSF – ont dû fuir précipitamment leurs maisons dans la bande de Gaza ces derniers jours, suite à l'aggravation de l'occupation. Ils ont dû protéger leur matériel, documents et équipements. La protection dans ce déplacement a été vacillante. Nous avons été évacués de ma maison à Ghaza City hier soir. Je vais à vous parler. Nous n'avons pratiquement plus d'Internet ici et nous ne pouvons plus utiliser nos téléphones. Je fais de mon mieux pour recueillir des informations, déclare un journaliste de RSF après plus de six semaines sans réseau accessible. Nous sommes en grande peur, c'est insupportable», partage-t-il. Une telle situation en Cisjordanie occupée où un journaliste a été arrêté par les forces d'occupation sur le territoire palestinien, est une violation de la chartre de la liberté de la presse. À El Ghaza, le correspondant d'Al Araby Tv, Youssef Al-Nashashibi a été menacé et insulté en public par un officier de police sioniste, tandis que des journalistes de la BBC ont été tenus en otage par la police sioniste. «Pour que la situation ne s'aggrave pas, la situation a été rapportée à l'extérieur de manière régulière, les journalistes doivent pouvoir exercer leur liberté de journalisme y devient de plus en plus périlleux. Depuis le début des bombardements, les forces armées d'occupation ont tenté d'empêcher la diffusion de l'information. RSF dénonce ce blackout médiatique et appelle à ce que les journalistes sionistes tentent d'imposer. Le journalisme sioniste à la désinformation.

En situation de crise permanente, les journalistes de la bande de Gaza continuent d'exercer leur liberté de journalisme et de lutter contre la désinformation par les médias occidentaux. Depuis le début des bombardements sur la bande de Gaza, les informations sont majoritairement rapportées par des agences de presse occidentales très influentes avant d'être diffusées sur les chaînes d'information occidentales. Les médias occidentaux font preuve d'un cynisme et sont conditionnés par la position très favorable des gouvernements respectifs. «Ce n'est pas ces agences et les chaînes qui fournissent des informations qui facilitent la propagation de contre-vérités.

En toute éthique, les médias occidentaux utilisent un jargon et de tournures privilégiées en faveur de l'entité sioniste. Les médias français, britanniques et américains ne peuvent pas avoir émis une série d'informations erronées, afin de manipuler le public. D'où l'importance de lancer une campagne de presse panarabe et internationale pour faire entendre la voix des journalistes géopoliticiens. Plusieurs journalistes ont multipliés dans ce sens.

Le Syndicat national des journalistes tunisiens a déclaré, l'état d'urgence médiatique en réponse aux événements de

Les médias publics et privés à affronter les médias médiatiques qui «déforment les faits, les crimes de guerre et se cachent derrière une neutralité mensongère», en mettant en évidence la responsabilité de la désinformation qui se passe à Ghaza. Le journaliste a déclaré que la plateforme «Tunifact» a été créée pour la vérification des informations et travaillera à révéler les manipulations des médias occidentaux et américains. Le traitement de la guerre sioniste à Ghaza soulève toute contradiction. Il a été créé une large coalition des journalistes arabes et arabes afin de lancer une campagne visant à contrôler le professionnalisme des médias occidentaux et à dénoncer la désinformation et médiatique du deux

points, deux mesures, pratiquée à l'encontre des Palestiniens. Il a aussi chargé l'unité de surveillance du Centre de sécurité au travail du Syndicat de publier des rapports sur les violations auxquelles les journalistes palestiniens sont exposés, ainsi que sur les violations commises par les médias occidentaux à l'encontre de leurs correspondants en Palestine, en coopération avec le Syndicat des journalistes palestiniens.

SYNDICAT DES JOURNALISTES PALESTINIENS : LES MÉDIAS OCCIDENTAUX «FACILITENT LE GÉNOCIDE»

Le syndicat des journalistes palestiniens a fermement condamné les médias occidentaux pour avoir perpétué des mensonges et de la propagande sur le siège de Ghaza par l'occupant sioniste, affirmant qu'ils avaient «facilité le génocide» au milieu du «nettoyage ethnique généralisé» de Ghaza par l'occupant.

Le Syndicat des journalistes palestiniens (PJS), membre de la Fédération internationale des journalistes, a publié cette semaine une déclaration cinglante, affirmant que les médias occidentaux servent souvent de porte-parole de la propagande militaire sioniste plutôt que de sources de vérité dans le contexte de la guerre génocidaire menée par l'armée d'occupation.

«Même au regard des normes peu élevées fixées par la couverture médiatique des massacres précédents à Ghaza, le discours médiatique autour des événements récents représente un nouveau plus bas pour les principes d'intégrité journalistique», a déclaré PJS. «Dépourvus de toute prétention d'objectivité ou de vérité, certains médias occidentaux ont repris les arguments du gouvernement israélien, n'ont pas réussi à contester ou même à tenter pour vérifier la désinformation et la propagande flagrantes, et a adopté un langage déshumanisant et violent à l'égard du peuple palestinien.

Ils soulignent que de nombreux médias occidentaux n'ont pas respecté les «normes journalistiques de base» ; à titre d'exemple, le PJS évoque l'incident au cours duquel le président américain et les dirigeants sionistes ont mis en doute le décompte des morts à Ghaza établi par les responsables palestiniens. La semaine dernière, Biden a déclaré qu'il n'avait «aucune confiance» dans le décompte des morts et «aucune idée que les Palestiniens disent la vérité sur le nombre de personnes tuées». Il a poursuivi en disant que les morts civiles étaient le «prix à payer pour mener une guerre». Ses commentaires ont suscité l'indignation, des groupes de défense des droits de l'homme, y compris l'ONU, soulignant que les décomptes de décès du ministère palestinien de la Santé ont toujours été fiables et des journalistes soulignant que les propres responsables du Département d'État de Biden ont déjà cité les décomptes de décès du ministère dans des rapports officiels.

Au moment de la remarque de Biden, la campagne de nettoyage ethnique menée par l'occupant sioniste à Ghaza avait fait des milliers de Palestiniens, selon le ministère de la Santé. Aujourd'hui, huit jours plus tard, les forces sionistes ont tué au total 9 000 Palestiniens. Les meurtres de journalistes lors du siège sioniste sont sans précédent, estiment les experts. Selon le Comité pour la protection des journalistes, une trentaine de journalistes ont été tués jeudi. «Lorsque, par exemple, les gouvernements sioniste et américain ont suggéré – sans la moindre preuve – que le ministère palestinien de la Santé avait gonflé le nombre de Palestiniens enregistrés comme tués à Ghaza, de nombreuses agences de presse ont adopté ce sujet de discussion sans réserve», a écrit PJS. «En se livrant à de telles spéculations infondées – motivées par la propagande de la machine de guerre israélienne – les organisations médiatiques facilitent la mort massive de Palestiniens et préparent le terrain pour un génocide.»



En effet, de nombreux grands médias américains précisent souvent que le ministère de la Santé de Ghaza, comme d'autres agences gouvernementales à Ghaza, est supervisé par le mouvement de résistance Hamas – malgré le fait que cela n'invalide pas automatiquement le décompte des décès des responsables de la santé et que le ministère de la Santé est partiellement supervisé par l'Autorité palestinienne basée en Cisjordanie. Lorsque le ministère de la Santé a rapporté que les frappes aériennes sionistes avaient tué ou blessé au moins 400 personnes dans le camp de réfugiés de Jabalia à Ghaza, par exemple, Le New York Times a ajouté que le bilan des morts avait été rapporté par le ministère «contrôlé par le Hamas» et a ajouté qu'il n'avait pas été vérifié, semant le doute sur le chiffre corroboré par les responsables des hôpitaux locaux. De nombreux médias occidentaux ont également omis de qualifier le siège sioniste de génocide dans leurs reportages, bien que plusieurs experts affirment qu'il s'agit d'un cas d'école de génocide. C'est dire le traitement médiatique à géométrie variable dont font preuve ces médias occidentaux.

LE SILENCE TUE, LA DÉSINFORMATION REND COMPLICE

Le deux poids deux mesures des chaînes occidentales est flagrant ils l'ont démontré encore une fois. «Ces derniers évitent, pour la plupart, de diffuser les horribles images et scènes de destruction massive causées par les bombardements quotidiens et ininterrompus, de plus en plus violents, perpétrés, depuis un mois, par l'armée de l'entité sioniste sur la Bande de Ghaza. Ces séquences atroces de feu, de carnage et d'apocalypse, où on voit des quartiers entièrement rasés, des bâtiments effondrés, des enfants ensevelis dans leur blanc linceul, des parents éplorés et dévastés, des blessés extirpés des décombres et d'autres en sang gisant à même le sol dans des hôpitaux débordés et plongés dans l'obscurité, nous parviennent par le biais de chaînes satellitaires arabes et des réseaux sociaux. Ces séquences tragiques et bouleversantes sont pratiquement ignorées par ces médias qui ne distillent que quelques clichés de bâtiments détruits. Est-ce pour occulter l'indicible et l'effroyable qui pourraient émouvoir et impacter l'opinion publique occidentale et éveiller, ainsi, les consciences ?» Beaucoup le pensent. Il est vrai que tous ces morts en martyrs, tous ces disparus et tous ces blessés Gazaouis sont considérés, selon plusieurs intervenants dans ces médias, entre acteurs politiques

et journalistes et chroniqueurs ainsi que par l'occupant sioniste, comme «des dommages collatéraux». «Ce sont donc, selon cette logique, des civils touchés accidentellement. Or on constate, vu le nombre énorme et démesuré de morts et de blessés palestiniens, que ces civils innocents et isolés sont en fait, ciblés et visés délibérément «dans un but de vengeance», comme l'a affirmé, enquêté et exploré, Wael el Dahdouh, correspondant de la chaîne El Jazeera à Ghaza, qui a perdu sa femme et ses deux enfants ainsi que plusieurs autres membres de sa famille, à la suite d'un raid sioniste ayant frappé sa demeure. Mais les familles de journalistes ne sont pas les seules cibles de l'armée de l'occupant, ce sont, également et surtout, les correspondants palestiniens de plusieurs médias et sites arabes qui le sont. Les journalistes sont tués dans le seul but de les faire taire et de les empêcher de documenter les faits dramatiques générés par les bombardements de l'armée sioniste. A preuve, la nuit du 27 au 28 octobre et afin, entre autres, d'empêcher de documenter les atrocités de ses bombardements sur Ghaza, l'entité sioniste a coupé l'enclave du monde extérieur en la plongeant dans le noir, la privant d'électricité, de télécommunications et d'internet. Une guerre sans images, un nettoyage ethnique et un génocide sans témoins. Pourtant, malgré ce carnage génocidaire, malgré les destructions d'une bonne partie de l'infrastructure de l'enclave, entre des milliers de bâtiments et de logements, des écoles, des mosquées, des églises, outre les 51 établissements médicaux, les médias d'Occident ne voient que d'un seul œil, ils ne perçoivent qu'un seul côté de cette guerre, un seul angle, se limitant à un seul point de vue, unilatéral, sans contradiction notable. Face à cette situation, les réseaux sociaux constituent un outil puissant pour avoir accès à l'information et aux médias. A l'ère numérique, l'accès à l'Internet est devenu vital pour la libre circulation de l'information. Bloquer notre accès à l'Internet constitue une violation évidente de nos droits de l'homme : l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme défend explicitement la liberté de rechercher, de recevoir et de partager des informations.

Pourtant, de nouvelles données publiées récemment font état d'une augmentation inquiétante du nombre de coupures de l'Internet dans le but de contrôler l'opinion publique. C'est ce qui s'est passé dans la bande de Ghaza. Dans l'enclave palestinienne, l'entité sioniste qui a coupé les communications et internet, continue de mener en toute impunité, une guerre féroce à Ghaza.

Par Amel B. et Agences

POLIOMYÉLITE

NOUVELLE CAMPAGNE DE VACCINATION DANS 5 RÉGIONS

Après le premier tour tenu du 22 au 23 septembre derniers dans six régions (Centre, Littoral, Nord-Ouest, Ouest, Sud et Sud-Ouest), un second tour de vaccination se tiendra du 3 au 5 novembre prochain dans 5 régions (Centre, Littoral, Nord-Ouest, Sud et Sud-Ouest). D'après le Programme élargi de vaccination (PEV), deux gouttes de vaccin oral contre la polio seront administrées aux enfants âgés de 0 à 5 ans au cours de cette campagne de vaccination. Elle intervient alors qu'au mois de juin dernier, le laboratoire CDC Atlanta avait confirmé cinq variants de poliovirus de type 2 dans des échantillons de surveillance environnementale prélevés à Yaoundé. Soit 4 dans le site « Carrefour poubelle bar » dans le district de santé de Mvog-Ada et un venu du site « Derrière le palais des sports » dans le district de santé de la Cité verte. Même si cette situation d'urgence de santé publique n'entache pas le statut du Cameroun comme pays libre de poliovirus sauvage, il faut engager des actions de riposte pour stopper cette épidémie dans les localités concernées. Le but de cette campagne est de renforcer l'immunité collective chez des enfants de 0 à 5 ans.

In Actu Cameroun

SÉNÉGAL

Vers la réduction de 40 % des importations de blé d'ici 2028

Au Sénégal, le blé est la deuxième céréale importée après le riz. Dans le pays comme dans l'ensemble de ses voisins de l'UEMOA, la production de la graminée reste très marginale.

Au Sénégal, le gouvernement souhaite réduire d'au moins 40 % ses importations de blé sur les cinq prochaines années. C'est ce qu'a révélé Momar Talla Seck, directeur général de l'Institut national de recherches agricoles (ISRA) le 2 novembre. L'initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de l'exécutif visant à réduire la facture dédiée aux achats de la céréale à terme. Les données compilées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) indiquent que les importations de blé du Sénégal ont totalisé 754 000 tonnes en 2021 pour un coût total de 149,3 milliards Fcfa (248 millions \$). Dans le cadre de cette ambition, les

interventions de l'Isra portent sur le développement et la fourniture en quantité suffisante de semences de blé adaptées aux conditions climatiques locales en vue de permettre la culture de la céréale dans le pays. D'après M. Seck, l'ISRA a déjà réussi à faire homologuer 8 variétés de blé et travaille également sur d'autres variétés qui sont en cours de développement. « En attendant de disposer de nos propres semences certifiées, dont le processus est en cours, nous mettons à la disposition des opérateurs des semences importées d'Égypte. Ces dernières ont été expérimentées et ont donné des résultats intéressants avec des rendements de 6 tonnes à l'hectare », se



réjouit le responsable. Si jusque-là les expérimentations menées par l'ISRA sont réalisées sur une superficie d'environ 5 hectares, l'officiel ajoute que la prochaine étape consistera pour l'exécutif à stimuler la culture de la céréale à gran-

de échelle, comme annoncé par les autorités en avril dernier. Rappelons que le Sénégal importe la quasi-totalité de ses besoins de consommation en blé, principalement de Russie et de France.

In Agence Ecofin

NIGER

MISE EN SERVICE D'UN OLÉODUC GÉANT VERS LE BÉNIN

Le premier ministre Ali Mahaman Lamine Zeine au Niger, a assisté mercredi dernier à la mise en service d'un oléoduc géant devant acheminer du brut des gisements pétrole du sud-est jusqu'au Bénin, a annoncé la télévision publique. Les frontières entre le Niger et le Bénin sont fermées à la suite des lourdes sanctions régionales imposées après le coup d'État du 26 juillet par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Grâce à cet oléoduc long de près de 2.000 km, le Niger, l'un des États les plus pauvres du monde, pourra écouler pour la première fois son brut sur le marché international, via le port de Sèmè au Bénin voisin. "Les ressources issues de l'exploitation (...) seront destinées exclusivement à assurer la souveraineté et le développement de notre pays sur la base d'un partage équitable aux populations", a déclaré Lamine Zeine lors de la cérémonie de mise en service. Bintou Camara et Simon Pierre Bossi, respectivement ministres de l'Énergie du Mali et du Burkina Faso, étaient présents à la cérémonie organisée sur le site pétrolier de l'Agadem à plus de 1.700 km de Niamey, dans l'est désertique de la région de Diffa. Seuls le Mali et le Burkina Faso voisins, également dirigés par des militaires, se montrent solidaires du Niger en

maintenant leurs frontières ouvertes. Lancé en 2019, le chantier du pipeline était censé s'achever en 2022, mais la pandémie de Covid-19 l'a ralenti, avait expliqué à l'AFP la West African Oil Pipeline Company (Wapco), le maître d'ouvrage.

Au total six milliards de dollars ont été investis, dont 4 milliards de dollars pour développer les champs pétroliers (dans l'Agadem) et 2,3 milliards de dollars pour la construction de l'oléoduc, selon le gouvernement nigérien. Ces investissements ont permis de porter la production pétrolière du Niger à 110.000 barils par jour, sur lesquels 90.000 barils doivent être exportés. Officiellement, les réserves du Niger "tournent autour de deux milliards de barils". Et selon les projections officielles, il produira 200.000 barils par jour en 2026. En 2022, les autorités nigériennes estimaient que les exportations devaient "générer le quart du PIB du pays" (plus de 13,6 milliards de dollars en 2020 selon la Banque mondiale) et "à peu près 50% des recettes fiscales du Niger". Alors que la croissance du PIB devait atteindre 6% en 2023, stimulée par les exportations attendues de pétrole, elle pourrait tomber à 2,3% "si les sanctions internationales se poursuivent jusqu'à la fin de l'année", estime la Banque mondiale.

In Sputnik Afrique

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le Nigeria, le Kenya et le Rwanda signent une déclaration mondiale sur les risques liées à l'IA

Contrairement au Rwanda, le Nigeria et le Kenya ne disposent pas encore d'une stratégie nationale en matière d'IA. Pourtant, ils ont été invités, comme le Rwanda, à un rendez-vous international pour encadrer un tant soit peu cette technologie. Le Nigeria, le Kenya et le Rwanda ont signé le mercredi 1er novembre, lors de l'AI Safety Summit à Londres en Angleterre, la déclaration de Bletchley, une convention mondiale sur les risques liés à l'IA.

L'objectif est de comprendre et de gérer collectivement les risques de cette technologie et de s'assurer qu'elle est développée et déployée de manière sûre et responsable. « Nous

devons reconnaître que notre monde subit une transformation significative due à l'application accrue des technologies numériques. [...]

L'IA, dans son essence même, offre à notre génération une occasion historique de créer un accès omniprésent aux connaissances et à l'intelligence pour le développement mondial. Toutefois, nous devons rester conscients de la nécessité de garantir un développement éthique et inclusif de ce phénomène », a indiqué Bosun Tijani, ministre nigérien des Communications, de l'Innovation et de l'Économie numérique. Depuis l'avènement de ChatGPT, un agent conversationnel basé sur

l'IA mis au point par la firme technologique californienne OpenAI, les solutions utilisant cette technologie se sont multipliées dans le monde. Les firmes comme Google, Microsoft, Meta ou encore Amazon se sont également positionnées sur le segment et ont multiplié leurs investissements.

Elles ont d'ailleurs signé divers partenariats avec des entreprises spécialisées en IA pour accélérer le développement de leur technologie en interne ou investir dans des solutions prometteuses. Toutefois, les autorités à divers niveaux ont commencé à s'inquiéter de la dimension que prend l'IA.

In We Are Tech Africa

MALI

Les revenus générés par l'or ont augmenté de 24 %

Au Mali, l'or est le principal produit d'exportation et la principale ressource minière exploitée. Les compagnies actives localement dans l'exploitation du métal jaune comprennent les canadiens B2Gold, Allied Gold, Barrick, l'australien Resolute ou encore le britannique Hummingbird Resources. L'or a généré des revenus de 383 milliards FCFA (618,8 millions \$) en 2021, soit une hausse de 24 % en glisse-

ment annuel. C'est ce que révèle le dernier rapport du comité local de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives publié en septembre 2023 et qui prend en compte une douzaine de producteurs du métal jaune, dont les mines ont livré 63,70 tonnes. Dans son ensemble, le secteur extractif (mines, carrières et hydrocarbures) a généré 523,39 milliards FCFA de revenus en 2021, dont 450

milliards proviennent des sociétés extractives et le reste des sous-traitants. Il s'agit d'une hausse significative par rapport à 2020 où les revenus du secteur extractif avaient atteint 429,57 milliards FCFA. Malgré cette augmentation, la contribution du secteur a légèrement reculé, passant de 9,74 % en 2020 à 9,17 % l'année suivante. Le rapport ITIE précise que le secteur extractif a représenté 79,04 % des expor-

tations maliennes en 2021 (contre 82 % en 2020), 22 % des revenus de l'État (contre 20,73 % en 2020). La contribution à l'emploi a par ailleurs plus que doublé, passant de 0,8 % en 2020 à 1,84 % en 2021. Notons que les revenus du secteur extractif ont été composés entre autres des dividendes (66,57 milliards FCFA), impôt sur les sociétés (157 milliards FCFA) et droits de douane (53,06 milliards FCFA). Le prin-

cipal bénéficiaire de ces revenus reste le budget national, auquel ont été affectés 394,52 milliards FCFA. Pour rappel, le gouvernement cherche à accroître le rôle du secteur extractif dans l'économie, et a révisé à cet effet le code minier. Selon la nouvelle loi adoptée en août par le Parlement malien, la part maximale de l'État dans les projets miniers passe à 30 %, contre 20 % précédemment.

In Agence Ecofin

CHAMPIONNAT DE LIGUE 1

La programmation de la reprise de la compétition arrêtée

La décision prise par les pouvoirs publics de suspendre les compétitions sportives en solidarité avec le peuple palestinien a été applaudie. La reprise, elle, est saluée par les clubs car rien ne vaut la compétition. Ces derniers ont meublé la pause par des matchs amicaux.



Comme prévu, la reprise des manifestations sportives, notamment celles du football, ne saurait aller au de-là du mois courant. La confirmation est venue de la FAF annonçant la reprise du championnat de Ligue 1 le 10 novembre prochain. Rappelons que toutes les manifestations sportives ont été suspendues par les autorités du pays en solidarité avec le peuple palestinien. Les amateurs du championnat d'Algérie pourront donc savourer les prouesses de leurs joueurs préférés, mais sur leur petit écran. L'instance

de Walid Sadi a donné, en effet, son accord pour la reprise de la compétition avec la condition qu'elle ait lieu à huis clos. «Les rencontres se joueront à huis clos jusqu'à nouvel ordre selon le même calendrier en vigueur pour la saison 2023-2024», précise un communiqué de la FAF rendu public sur son site officiel. C'est dire que le public sera interdit d'accès aux tribunes pour une durée indéterminée, seules les autorités publiques sont habilitées à suspendre cette mesure. La

Ligue de football professionnel a pris le relais 24 heures plus tard en dévoilant le nouveau calendrier. La cinquième journée aura lieu les 10 et 10 novembre prochain, la sixième journée les 17 et 18 novembre et la 7^{ème} journée les 24 et 25 septembre prochain. Les matchs retard de la 3^{ème} journée se joueront le 14 novembre avec comme affiche le derby Paradou-CRB et le match qui sera fort disputé entre l'ES Sétif et l'USMA Alger. Comme l'année passée, mais cette fois-ci

pour des raisons exceptionnelles, la ligue est mise à l'épreuve du respect de la programmation et de la nécessité de terminer le championnat au plus tard fin juin prochain. La saison dernière, la fin tardive des compétitions de ligue 1 a chamboulé la préparation des équipes dont les joueurs ont profité d'un temps de repos limité et rendu difficile cette préparation. Cette pause a constitué une aubaine pour les équipes comme le MCO qui n'ont pu réaliser une bonne préparation d'avant saison. Pour les équipes qui ont commencé tôt la préparation et qui réalisé un bon démarrage de la compétition, cela représente une cassure. Il faut voir la réaction de ces clubs avec cette reprise du championnat et si les autres pourront rattraper les points perdus au cours du début du championnat. Cette reprise montrera si elle sera suffisante pour justifier le rappel de Belaili, Mbolhi et Benlamri en équipe nationale à la veille de la Coupe d'Afrique prévue en janvier en Côte d'Ivoire.

R. S.

NATATION/CHAMPIONNAT ARABE 2023 (GRAND BASSIN/3^E J.):

L'USMA et le CRB nominés pour le titre de club africain de l'année

L'USM Alger, vainqueur de la Coupe de la Confédération africaine, et le CR Belouizdad, quart-de-finaliste de la Ligue des champions, ont été nominés pour le titre de club africain de l'année, à l'occasion de la cérémonie des CAF Awards-2023, organisée annuellement par la Confédération africaine de football (CAF). Dans la liste des meilleurs clubs africains de l'année, on retrouve également l'ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire), Al Ahly (Egypte), Raja Casablanca (Maroc), Wydad Casablanca (Maroc), Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), le Marumo Gallants (Afrique du Sud), l'ES Tunis (Tunisie) et les Youg Africains (Tanzanie). D'autre part, les internationaux algériens Riyad Mahrez (Al-Ahly/Arabie saoudite) et Ramy Bensebaïni (Borussia Dortmund/Allemagne), ont été nominés dans la caté-

gorie des meilleurs joueurs de l'année 2023. L'ex-entraîneur de l'USMA, Abdelhak Benchikha est de son côté nominé pour le titre du meilleur entraîneur africain de l'année, alors que dans la catégorie des meilleurs joueurs interclubs de l'année, le gardien Oussama Benbot (USMA), l'attaquant Aymen Mahious (Yverdon Sport - Suisse) et le défenseur Zineddine Belaid (USMA), ont été également nominés par l'instance africaine. Le vainqueur final de chaque catégorie sera décidé après les votes d'un panel composé de la Commission Technique de la CAF, des professionnels des médias, des entraîneurs et capitaines des associations membres et des clubs impliqués dans les phases de groupe des compétitions interclubs. Entraîneur de l'Année : Abdelhak Ben-

chikha (USM Alger/Algérie), Marcel Koller (Al Ahly), Juan Micha Obiang (Guinée Equatoriale), Tom Saintfiet (Gambie), Baciro Cande (Guinée-Bissau), Amir Abdou (Mauritanie), Walid Regragui (Maroc), Chiquinho Conde (Mozambique), Aliou Cisse (Sénégal), Pape Thiaw (Sénégal). Equipe Nationale de l'Année : Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée-Equatoriale, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Namibie, Sénégal, Tanzanie Club de l'Année: CR Belouizdad (Algérie), USM Alger (Algérie), ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire), Al Ahly (Egypte), Raja Club Athletic (Maroc), Wydad Athletic Club (Maroc), Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), Marumo Gallants (Afrique du Sud), Esperance de Tunis (Tunisie).

APS

FOOT/INFRASTRUCTURES:

Le stade de Douéra baptisé du nom du Chahid Ali Ammar dit Ali la Pointe

Le nouveau stade de Douéra (ouest d'Alger) d'une capacité de 40.000 places, est baptisé du nom du "Chahid Ali Ammar dit Ali la Pointe", et son exploitation est attribuée au Mouloudia club d'Alger (MCA), selon le décret présidentiel n°23-385 du 15 Rabie Ethani 1445 correspondant au 30 octobre 2023, paru au Journal officiel n°69. "Considérant le militantisme historique du Mouloudia Club d'Alger, notamment à travers sa participation efficace à la glorieuse guerre de libération nationale, et sa contribution au développement et au rayonnement du sport national et à la formation des

jeunes talents sportifs et des athlètes d'élite, durant plus d'un siècle, et compte tenu de son parcours sportif jalonné de succès et de titres ayant hissé très haut l'emblème national lors des manifestations sportives continentales, décrète l'exploitation du stade de Douéra +le Chahid Ali Ammar dit Ali la Pointe+, ainsi que les espaces, structures, unités, équipements et dépendances qui le composent, est attribuée au Mouloudia club d'Alger (MCA)", souligne le même texte. En vertu dudit décret, le MC Alger "doit assurer la bonne gestion de l'infrastructure sportive, et de veiller à son entretien et à sa

maintenance. Il est, également, tenu au respect des normes techniques et de sécurité y afférentes, conformément aux spécifications prévues par la réglementation en vigueur". "Dans le cadre de l'organisation des compétitions sportives nationales, continentales et internationales, le MCA peut mettre avec contrepartie les installations de l'infrastructure sportive, à la disposition de la fédération algérienne de football et des autres organisations sportives, suivant des règles fixées par la convention d'exploitation", ajoute le texte.

APS

MONDIAL 2026/MATCH ALGÉRIE-SOMALIE RÉUNION À LA FAF SUR LA PRÉPARATION ET L'ORGANISATION DE LA RENCONTRE

Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour mettre les conditions idéales concourant à la réussite du match Algérie-Somalie, prévu le jeudi 16 novembre au stade Nelson-Mandela de Baraki (18h00), pour le compte de la 1^{re} journée (Gr.G) des qualifications de la Coupe du monde 2026, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) jeudi dans un communiqué. "Après un débat et des échanges entre les présents, toutes les mesures nécessaires ont été prises pour mettre les conditions idéales concourant à la réussite de cette première sortie des Verts dans le cadre de sa campagne des éliminatoires du Mondial 2026, mais également pour assurer le confort de la délégation somalienne et des supporters", précise la même source. Outre la Somalie, l'Algérie évoluera également aux côtés de la Guinée, de l'Ouganda, du Botswana, et du Mozambique. Le premier à l'issue des dix journées se qualifiera pour la phase finale prévue aux Etats-Unis, au Canada, et au Mexique. Pour aborder les aspects organisationnels de ce match, une réunion de préparation s'est tenue mardi au siège de l'instance fédérale à Dely Brahim, "sur demande de la FAF, en présence de tous les intervenants concernés par l'organisation de cette rencontre, à savoir les services de la Gendarmerie nationale, de la Direction générale de la sûreté nationale et de la Protection civile, les représentants du Ministère de la jeunesse et des sports, de l'Office du complexe olympique (OCO) Mohamed Boudiaf et d'autres services", souligne le communiqué. "Lors de ce tour de table, Halim Djendoubi, secrétaire général adjoint de la fédération, a fait une présentation sur le dispositif organisationnel et le règlement de la compétition préliminaire de la Coupe du Monde 2026", conclut la FAF. Les "Verts" vont effectuer ainsi leur retour au stade Nelson Mandela de Baraki, ce dernier n'a abrité qu'un seul match de l'équipe nationale depuis son inauguration, le 23 mars dernier face au Niger (2-1), dans le cadre de la 3^e journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier - 11 février).

APS

MÉMORIAL ARTHUR GANDER : MÉDAILLE DE BRONZE POUR LA GYMNASTE KAYLIA NEMOUR

La gymnaste algérienne Kaylia Nemour, sacrée vice-championne du monde des barres asymétriques, en octobre dernier à Anvers (Belgique), a décroché la médaille de bronze du concours général au 40^e mémorial "Arthur Gander" en Suisse, une compétition inscrite dans le cadre de sa longue préparation aux Jeux olympiques de Paris-2024, auxquels elle est qualifiée. Au mémorial suisse, la gymnaste algérienne, âgée de 16 ans, a obtenu la note de 39.550 points, récoltée des concours du Saut (12.555pts), barres asymétriques (13.800pts) et la poutre (13.200 pts). Le podium du 40^e mémorial "Arthur Gander" a été complété par la Brésilienne Julia Soares (39.850 pts), remportant la médaille d'or, et la Française Melanie Dos Santos (39.750pts), s'adjugeant la médaille d'argent du tournoi. Pour rappel, Kaylia Nemour avait validé son billet pour les Jeux olympiques de Paris 2024, le lundi 2 octobre dernier, lors des qualifications des mondiaux 2023 d'Anvers, après un très beau concours général dont une grande performance aux barres. Auparavant, la gymnaste algérienne Kaylia Nemour avait décroché deux médailles (1 argent et une bronze) aux Nouveaux Internationaux de France, disputés les 16-17 septembre dernier à Paris, et comptant pour la Coupe du monde de gymnastique (World Challenge Cup).

APS

LE SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER
A FERMÉ SES PORTES HIER

Réconciliation de la génération Tik Tok avec le livre imprimé ?

Après plus d'une semaine pleine, pleine de livres, pleine de monde et pleine de belles rencontres, la 26^e édition du Salon international d'Alger a fermé ses portes hier.

En effet, le Salon organisée sous le slogan «l'Afrique écrit son avenir», la 26^e édition de ce salon international d'Alger, considéré comme l'événement littéraire et culturel le plus important en Algérie, réunit des exposants, des écrivains et des intellectuels de 61 pays, dont 18 pays africains.

L'espace numérique du 26^e SILA accueille de nombreux séminaires sur la thématique du livre et de la numérisation, parallèlement au Salon du livre arabe, qui a regroupé sept pays. Cette édition réunit 1.283 maisons d'édition de 61 pays, dont 267 algériennes, 361 arabes et 625 étrangères. Les organisateurs ont programmé 40 activités culturelles et littéraires, entre séminaires et plateformes sur la littérature, l'histoire, le monde de l'enfance et de la jeunesse et la traduction, ainsi que des hommages, et ce, en présence de grandes figures de la littérature algérienne,

afrique, africaine, arabe et internationale. Le Salon international du livre d'Alger qui a ouvert ses portes au public à partir de jeudi 27 octobre (10h-19h) a clos les visites le dimanche, 4 novembre. Ce fut une heureuse réconciliation avec les livres, les générations Tik Tok ont touché le livre imprimé, certains pour la première fois. On a longuement déambulé dans les



allées du Salon du livre d'Alger avec ses quelques nouveautés et son public toujours aussi nombreux.

Arabe, anglais et français sont les langues qui dominent le paysage de l'édition.

Et comme certaines maisons, dont en-Nouha, ont fait de l'anglais la principale langue de l'édition, il nous a été loisible de nous attarder chez cette éditrice. Gageons que, entre la 26^e et la 27^e édition du Salon international du Livre d'Alger, les gens auront décidé de consacrer plus de temps à la lecture, car les problèmes liés à la médiocrité et à l'incompétence sont justement liés au manque, voire à l'absence totale de lecture, et le problème devient d'autant plus grave lorsqu'il s'agit des élites intellectuels du pays.

I.M.Amine

BOUIRA

Projection du documentaire «Sur les traces des camps de regroupement»

I.M./Agence

Le film documentaire «Sur les traces des camps de regroupement» du réalisateur Said Oulmi, qui retrace les souffrances et les traitements inhumains endurés par les populations durant la colonisation française en Algérie, a été projeté jeudi après-midi à Bouira en présence du président de la Commission algérienne Histoire et Mémoire, Mohamed Lahcen Zeghidi. Projeté lors d'un colloque académique national sur «La politique d'éradication sociale durant la guerre de libération nationale», ce documentaire produit par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) et le Centre algérien pour le développement du cinéma, «est un travail de longue haleine qui a nécessité beaucoup d'efforts et de recherches», a indiqué son réalisateur Said Oulmi, au premier jour de ce colloque qu'abrite l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira.

D'une durée de plus de 70 minutes, le film retrace, à travers une série de témoi-

gnages d'anciens moudjahidines, des chercheurs et historiens algériens et étrangers, les souffrances que les Algériens et Algériennes ont endurées dans les centres de regroupements imposés à partir de 1955 par l'armée coloniale française.

Dans son intervention dans ce documentaire, Marc Garanger, un ancien soldat photographe français durant la guerre d'Algérie, a témoigné de l'atrocité et des traitements inhumains subis par les populations et habitants de plusieurs régions d'Algérie comme celle d'El Mesdour, Maghaine (Sud de Bouira), et à Souk Lakhmis, ainsi qu'à El Bayadh. «Un climat terrible d'horreur et d'agression régnait dans les centres de regroupement à Maghaine et à Mesdour, où j'étais chargé de faire des photos pour les femmes et hommes des camps», a-t-il dit, et d'ajouter, «à travers leurs regards et visages, les habitants de ces régions portaient en eux un rejet total du colonialisme et des conditions inhumaines dans lesquelles ils vivaient».

FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE DE SHARJAH «Bab el-Oued», d'Ahmed Taibaoui, remporte le Prix du meilleur roman arabe

Le romancier algérien Ahmed Taibaoui a remporté, jeudi aux Emirats arabes unis, le prix du «Meilleur roman arabe» pour son livre «Bab El-Oued», et ce, à la clôture de la 42^e édition de la Foire internationale du livre de Sharjah. Le livre primé est paru en 2023 aux éditions «Dar ech-chorouk». L'écrivain algérien avait déjà reçu des

distinctions pour ses livres, notamment le Prix littéraire Naguib-Mahfouz décerné par l'Université américaine du Caire (2021) pour son roman «Ikhtifaa Assayid La Ahad» (disparition de monsieur personne) et le Prix Tayeb-Salih pour la création littéraire au Soudan (2014) pour son ouvrage «Maout Naiim» (mort douce).

I.M./Agence

arabe à Beyrouth (Liban) en 1999. Il a été nommé président du Haut Conseil de la langue arabe (HCLA) en 1998 et du Conseil national des arts et des lettres (CNAL) en 2022. Il a été également membre de plusieurs conseils et commissions, à l'instar du Conseil scientifique du Centre national des recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques, du Centre national des études et recherches sur le mouve-

ment national et la Révolution du 1^{er} Novembre 1954 (CNERMN54), du Conseil scientifique de la Conférence régionale des universités de l'Ouest et de la Commission nationale pour la réforme de l'enseignement supérieur. Au niveau arabe, il était connu ces dernières années en tant que membre du jury de la compétition «Le Prince des poètes» aux Emirats Arabes Unis. Le défunt compte à son actif des dizaines d'ouvrages académiques, critiques et intellectuels dans les différents domaines des sciences du langage, dont «l'histoire dans la littérature arabe ancienne», «la renaissance de la littérature arabe contemporaine en Algérie», «l'Art des Makamat dans la littérature» ainsi que «les proverbes populaires algériens». Il a réalisé également «un dictionnaire encyclopédique de la terminologie de la Révolution algérienne». Le défunt a été honoré par le ministère de la Culture et des Arts en 2022, à l'occasion du 60^e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale. En cette douloureuse circonstance, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a adressé un message de condoléances à la famille du défunt, dans lequel elle a affirmé que «l'Algérie et le monde arabe ont perdu avec la disparition du Docteur Abdelmalek Mortadh une sommité de la littérature arabe, un écrivain, un romancier, un critique et un historien qui compte à son actif plusieurs contributions appréciables dans les différents domaines du savoir et de la littérature»

I.M./Agence

IL NOUS QUITTE
À 88 ANS

L'académicien et critique Abdelmalek Mortadh n'est plus

L'académicien et critique Abdelmalek Mortadh est décédé, vendredi, à l'âge de 88 ans, a-t-on appris du ministère de la Culture et des Arts. Né à Tlemcen en 1935, le défunt figure parmi les éminents chercheurs algériens et arabes dans les domaines de l'enseignement de la langue arabe et de la critique littéraire. Il compte à son actif des dizaines d'ouvrages ayant contribué à l'enrichissement de la bibliothèque algérienne et arabe depuis les années 1960. Enseignant de littérature arabe dans les écoles primaires et secondaires, le défunt a également enseigné à l'Université d'Oran en 1970, après avoir obtenu un doctorat en littérature à l'Université d'Alger. En 1983, il a été nommé directeur de la culture et de l'information de la wilaya d'Oran et a obtenu durant la même année un doctorat en littérature à l'Université de «La Sorbonne» de Paris (France). Fondateur et président de plusieurs revues académiques et littéraires, feu Abdelmalek Mortadh était membre de l'Union des écrivains algériens et dans plusieurs instances consultatives arabes telles l'instance consultative de la revue «Ecritures modernes» à Bey-

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE LAGHOUAT
DAIRA DE HASSI R'MEL
COMMUNE DE HASSI R'MEL
NIF 0306000070

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire
De l'avis L'appel d'offres ouvert N° 2023/02

Conformément aux dispositions de l'article N°65 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics.
Le président de l'assemblée populaire communale de Hassi R'mel porte à la connaissance de l'avis l'appel d'offres ouvert N° 2023/02 daté 2023/08/29 dans le journal "akhbar alwatan" et "l'express"

Que la commission des ouvertures et évaluations a réuni au siège de la commune le 07/09/2023 et a décidé d'attribuer le marché provisoirement conformément aux critères retenus sur les cahiers des charges à l'entreprise suivante:

Projet: Approvisionnement des cantines scolaire en produits de pain

N°	LOTS	Entreprise	Montant	délaï	Critère de choix
01	Approvisionnement de pain	ADAM COMERC	2 350 000.00	01 jour	Moins disant

Qu'après étude et examen des offres, le contrat est attribué provisoirement selon les résultats suivants:
Conformément aux dispositions de l'article 82 alinéa 03 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics.
qui contestent ce choix peuvent introduire un recours dans un délai de dix (10) jours aux comptes de la Première parution du présent avis

L'EXPRESS DU 05/11/2023 ANEP : N° 2316026646

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE LA SANTE

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION
DE LA WILAYA DE BEJAIA
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER D'AKBOU

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Directeur de l'Etablissement Public Hospitalier d'Akbou Wilaya de Bejaia lance l'ouverture du Concours de recrutement dans les grades suivants:

Grade	Mode de recrutement	Conditions d'accès	Spécialité	Nombre de postes ouverts	Structure d'affectation	Autres conditions
Médecin Généraliste de santé publique	Concours sur titres	Parmi les candidats titulaires du diplôme de docteur en médecine ou d'un titre reconnu équivalent	Médecine Générale	06	EPH d'Akbou	

Les dossiers de candidatures doivent comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite de participation au concours
- Une copie de la pièce d'identité
- Une Copie du titre ou du diplôme exigé, auquel sera joint le Relevé de Notes de Cours de formation.
- Une Fiche de renseignement, dûment remplie par le candidat.
- Les Attestations de travail précisant l'expérience professionnelle du candidat dans la spécialité, dûment visées par l'organe de sécurité sociale, pour l'expérience acquise dans le secteur privé, le cas échéant.
- Une Attestation justifiant la période de travail effectuée par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle ou sociale des jeunes diplômés et précisant l'emploi occupé, le cas échéant.
- Tout document justifiant le suivi par le candidat d'une formation supérieure au diplôme requis dans la spécialité le cas échéant.
- Tout document relatif aux travaux et études réalisés réalisés par le candidat dans la spécialité le cas échéant.

Le Candidat définitivement admis au concours doit compléter son dossier par les pièces suivantes :

- Une Copie du document justifiant la situation du candidat vis à vis des obligations du service national.
- Un Extrait du casier judiciaire en cours de validité.
- Un extrait de l'acte de naissance n° 13.
- Deux Certificats médicaux (Médecine Générale et physiologie) attestant de l'aptitude du candidat à occuper l'emploi postulé.
- Une Fiche Familiale, le cas échéant
- Deux (02) photos d'identité.

Date d'Ouverture du Concours
A compter de la date de publication
Date de Clôture
15 Jours ouvrables après la 1^{re} publication du présent avis
- Les dossiers de candidature doivent être adressés ou déposés à la Sous Direction des Ressources Humaines de l'Etablissement Public Hospitalier d'Akbou Wilaya de Béjaia
Observations : Tout dossier incomplet ou arrivé hors délais d'inscription ne sera pas pris en considération.

L'EXPRESS DU 05/11/2023 ANEP : N° 2316026749

L'EXPRESS
ORGANISME NATIONAL D'INFORMATION

L'express le quotidien
@LexpressAlgerie - Journal

Accueil · Ailes · Vidéos · Photos · Plus +

À propos
L'Express s'engage, d'ores et déjà, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'inf...

300 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis

411 personnes sont abonnés

https://www.l'expressalgerie.dz/

023 70 99 92

Envoyer un message

l'expresslequotidien021@gmail.com

Suggérer des modifications
Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?

+21323709992

Oui Je ne suis p... Non

CONTACTEZ LE SERVICE PUB AU NUMÉRO DE TÉLÉPHONE/ FAX : 023.70.99.92

Sur page Facebook: l'EXPRESSDZ

L'EXPRESS

LES SONDAGES LA COPPE DU MONDE EN ALGERIE

L'ARGENTINE SUR LE TOIT DU MONDE

MESSI

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92

PARTEI ARIAT

Alstom signe un contrat pour construire un tramway en Arabie saoudite

Cet accord entre dans le cadre du partenariat conclu entre Paris et Riyad, en 2018, pour promouvoir le tourisme dans la région d'Al-Ula, au nord-ouest du royaume. Le constructeur ferroviaire Alstom a signé un partenariat pour la construction d'un tramway à Al-Ula, une ville historique située au nord-ouest de l'Arabie saoudite, a annoncé, mardi 24 octobre, l'Agence française pour le déve-

loppement d'AlUla (Afalula), présidée par l'ancien ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé. La ligne, longue de 22,5 kilomètres, desservira dix-sept stations et reliera «les sites d'Al-Ula inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco, les villes historiques de l'oasis et les centres urbains contemporains», détaille le communiqué. L'ambition du projet est

d'offrir aux voyageurs le moyen de se déplacer à «travers le plus grand musée vivant du monde», assure l'Afalula. Cette agence, présidée par Jean-Yves Le Drian depuis juillet dernier, a pour mission de coopérer avec les autorités saoudiennes pour le développement touristique et culturel de la vaste zone d'Al-Ula, objet d'un accord signé entre Ryad et Paris en 2018. Al-Ula est un site particulièrement riche

en vestiges archéologiques et en paysages. L'Arabie saoudite, qui veut diversifier son économie très dépendante du pétrole, entend accélérer ses partenariats commerciaux avec la France pour faire du tourisme un pilier de son développement. La région d'Al-Ula, qui dispose déjà d'un aéroport, devrait pouvoir recevoir entre 1,5 et 2,5 millions de visiteurs par an, selon l'Arabie saoudite.

LE CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE DS INTÈGRE CHATGPT DANS SES VOITURES

Finis les trajets en solo sans conversation !

Le constructeur automobile DS, filiale de Stellantis, a récemment annoncé une initiative intéressante, en intégrant ChatGPT, le puissant système d'intelligence artificielle conversationnelle d'OpenAI, dans ses modèles DS3, DS4, DS7 et DS9. Cette fonctionnalité, actuellement en phase d'essai, permet aux conducteurs de dialoguer avec leur véhicule pour obtenir des informations, des récits, ou des réponses à leurs questions. 20 000 clients pourront participer à cette phase expérimentale qui débutera en 2024.

ChatGPT, déjà présent dans certaines Mercedes, est un agent conversationnel capable de maintenir des discussions complexes et de générer divers formats de texte créatifs. Cette intégration vise à offrir une expérience de conduite plus interactive, permettant aux conducteurs de demander des informations sur les points d'intérêt, les itinéraires ou les conditions de circulation, tout en offrant la possibilité de proposer des histoires, des jeux ou encore des contes pour divertir les passagers.

Pour activer ChatGPT, il suffira de dire "OK Iris", la commande vocale de l'assistant virtuel DS. Le coût de ce service après la phase d'essai n'a pas encore été défini, et une connexion 4G sera nécessaire pour l'utiliser. Ce développement de DS marque une avancée dans l'intégration de l'intelli-

gence artificielle dans l'industrie automobile, avec l'objectif de transformer l'expérience de conduite en offrant un compagnon virtuel capable de répondre à une multitude de demandes. DS possède déjà un système de reconnaissance vocale, mais ChatGPT vient ajouter une dimension conversationnelle à l'expérience. Les conducteurs peuvent demander des informations sur des sujets variés, allant des lieux culturels aux restaurants locaux. L'agent conversationnel se distingue par sa capacité à maintenir la conversation sans nécessiter de précisions constantes sur le contexte, ce qui le rend très fluide. Cependant, des limites subsistent, notamment en ce qui concerne la couverture réseau, qui peut poser problème sur certaines routes. De plus, l'IA n'est pas actualisée en temps réel, et ses connaissances s'arrêtent en septembre 2021.

L'intégration de ChatGPT dans les véhicules DS marque une étape importante dans l'évolution de l'industrie automobile vers une expérience de conduite plus interactive et connectée. Alors que la technologie progresse rapidement, il est fort probable que les assistants vocaux intelligents joueront un rôle de plus en plus crucial dans nos véhicules, en offrant une gamme étendue de fonctionnalités pour améliorer notre expérience sur la route.

In Techno sciences

ALLEMAGNE

LE CHÔMAGE REPART À LA HAUSSE DANS UNE ÉCONOMIE MOROSE

Selon l'Agence pour l'emploi allemande, le taux de chômage a atteint en octobre 5,8%, soit 0,1 point de plus qu'en septembre. Un recul négatif lié à l'essoufflement de l'économie allemande. Le gouvernement allemand s'attend à un recul annuel du produit intérieur brut de 0,4%.

En Allemagne, le climat économique morose produit ses premiers effets négatifs sur le marché du travail. Selon l'Agence pour l'emploi, le taux de chômage a atteint en octobre 5,8%, en données corrigées des variations saisonnières (CVS), soit 0,1 point de plus qu'en septembre. Le nombre de chômeurs a ainsi augmenté de 30.000 sur un mois. Une première en cinq mois. En données brutes, le nombre de chômeurs s'élève à 2,61 millions de personnes, soit environ 165.000 de plus qu'en octobre 2022. Au total, 3,44 millions de personnes étaient en sous-emploi en octobre, soit 191.000 personnes de plus qu'il y a un an, selon une définition plus large du chômage, qui inclut les personnes en incapacité ponctuelle ou bénéficiant de mesures pour l'emploi. Toutefois, cette augmentation est largement due au grand nombre de réfugiés ukrainiens en partie intégrés dans le marché du travail. Sans ce phénomène, le sous-emploi n'aurait représenté que 122.000 personnes de plus que l'année précédente. «L'économie allemande est plus au moins à l'arrêt depuis maintenant une bonne année, ce qui ne reste pas sans conséquences visibles sur le marché du travail», a commenté la directrice générale de l'Agence fédé-



Bundesagentur für Arbeit

rale pour l'emploi, Andrea Nahles, dans un communiqué. «Au vu des données économiques, il résiste relativement bien», tempore-t-elle. Le gouvernement allemand table sur un recul annuel du produit intérieur brut de 0,4%. D'après le FMI (Fonds monétaire international), l'Allemagne sera le seul pays du G7 en récession en 2023. Son PIB pourrait en effet reculer de 0,5% selon l'institution. L'essoufflement de l'économie allemande est lié notamment à l'affaiblissement de son industrie, affectée par la hausse des prix de l'énergie, l'inflation, les taux directeurs de la BCE élevés et une baisse de la demande externe. Au mois de juillet, la production industrielle allemande a ainsi reculé de 0,8% sur un mois, selon l'office de statistique Destatis. Une tendance baissière en cours depuis plusieurs mois déjà. À ces difficultés conjoncturelles s'ajoutent les problèmes structurels du pays, entre lourdeurs bureaucratiques freinant les investissements et vieillissement démographique. Selon l'institut de recherche économique IFO, l'Allemagne devrait connaître une crise démographique à partir de 2025, avec une population active en chute. Les difficultés de l'Allemagne ont

des répercussions au-delà de ses frontières. Et notamment en Autriche, où le PIB a diminué de 0,6% sur la période de juillet à septembre, par rapport au trimestre précédent, selon l'institut de référence Wifo dans une première estimation dévoilée lundi. Or, il s'était déjà contracté de -0,8% entre avril et juin. Il s'agit donc d'une récession au sens technique pour le pays alpin. C'est une première depuis la pandémie de Covid-19, qui avait plombé l'économie autrichienne en 2020. Sur un an, l'indicateur a chuté de 1,2%. La tendance est morose depuis mi-2022 dans le prospère pays de 9,1 millions d'habitants, l'économie oscillant entre stagnation et déclin. L'Autriche est particulièrement exposée aux difficultés en Allemagne voisine, qui est son principal partenaire commercial. Du côté du commerce extérieur justement, les exportations autrichiennes ont retrouvé de la vigueur, mais Wifo attribue cette performance à un probable effet de rattrapage après le net recul des mois précédents. Surtout, l'inflation élevée a continué à peser sur la demande des ménages (-1%) cet été. Les investissements des entreprises ont aussi marqué le pas.

In La Tribune

TEMPÊTE CIARÁN

Au moins douze morts en Europe, dont deux en France, à cause des intempéries

L'Europe de l'Ouest est frappée de plein fouet par la tempête Ciarán. Selon un bilan provisoire, les vents violents et les inondations qui ont accompagné le phénomène ont provoqué la mort d'au moins 12 personnes et entraîné d'importantes perturbations dans les transports. Des chutes d'arbres sont à l'origine d'au moins cinq accidents mortels : un en

plein centre de Madrid, un autre aux Pays-Bas, alors qu'une quadragénaire est morte en Allemagne et qu'une femme âgée de 64 ans a perdu la vie dans un parc de Gand, en Belgique. Dans cette même ville flamande, un enfant de cinq ans a également été tué tandis qu'il jouait dehors. En Italie, le bilan a été revu à la hausse avec cinq morts à déplorer en Tos-

cane, où de fortes pluies ont fait déborder les cours d'eau et provoqué des inondations. Sur la commune de Montemurlo, qui a enregistré dix centimètres de précipitations en deux heures, un homme de 85 ans a été retrouvé noyé dans sa maison, et une femme de 84 ans a succombé à un malaise lié à la subite montée des eaux. Une troisième personne est décé-

dée à Rosignano, selon les médias italiens. La tempête a aussi touché la Vénétie (nord-est) où deux personnes sont portées disparues, selon les médias locaux. En France, selon le dernier bilan, deux personnes ont été tuées en lien avec la tempête Ciarán. La seconde victime française a été retrouvée au Havre, en Seine-Maritime.

In Agences

Mots Croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3			■					
4				■				
5	■							■
6					■			■
7								
8					■			
9			■					
10				■				■
11					■			
12								

- VERTICALEMENT**
- Se déporter à gauche ou à droite.
 - Petit ouvrage.
 - Héros brechtien. Mollusque creusant des galeries dans le bois.
 - Conseil de sages. Crier à la reposée.
 - Ville de Normandie.
 - Père de M. Hulot. Refus boudeur.
 - Rose qui n'y ressemble pas.
 - Anneaux marins. L'un naît quand l'autre disparaît.
 - Annonce un avocat. Épouse de l'empereur François-Joseph.
 - Un élément dans l'alphabet grec. Cas de société.
 - Fluve à l'est. Sa taille se mesure en mégaoctets.
 - Prend la tête.

- HORIZONTALEMENT**
- Très lentement.
 - Promesses de grains. Mettre la main au collet.
 - Liquidé. Travaux d'étude. Prénom d'une actrice américaine.
 - Vieille troupe. As dans la peau. En face, mais au centre.
 - Il est tombé de haut. Fut très proche de son frère.
 - Maréchal de France. Poissons au corps rayé.
 - Patrie de philosophes. Tiennent des propos colorés. Il excelle dans son domaine.
 - Miroir. On s'y casse la nénette.

LES MOTS FLÉCHÉS

AGÏME		ANCIENNES		DÉCOR DE PARTERRE		PERDRE DE SA FRAÏCHEUR (SE)		APPEL BREF		IL FAIT PEAU NEUVE
BONDÉES EN ÉTÉ		LILAS OU TROÛNES		GREFFE UN SCION		GARNIE DE POIGNÉES		FILLE FAMILIÈRE		FIN DE VERBE
						PETIT ÉTAT-MAJOR				
IL NA PLUS 20 ANS										
ABRUTISSEMENT										PIERRES D'UN GRIS BLEUÂTRE
CHERCHER À JOUER AU PLUS FIN						LOUPI LA CIBLE				
ARTICLE										
MADAME EN ABRÉGÉ	IL FAIT OFFICE DE BALANCE									
C'EST UN PROBLÈME										
FILET DE CAMPAGNE										
		CÔTÉ DU VENT SUR UN NAVIRE	ELLE CHAUFFE OU GLACE LA JOUE	ASSÉCHEES	C'EST LE GUANO	AVEC LUI, ON PEUT TOUJOURS RÉVER				
THÉ-SAURISER				IDENTIQUE	FORTES ATTACHES	CONNU				
MESURE ÉLECTRIQUE										
				FIABLE						
				ÉLÈVE À L'OPÉRA						
PRÉNOM MASCULIN										
ALLA EN ZIG-ZAGUANT										
ÉTAT QUI JUSTIFIE UN SOS										



ANAGRAMMES

Trouver le mot à l'aide de la définition

Mot dans le désordre	Définition	Mot à trouver
Exemple : LOUPES	Grâce à elles /ai des œufs	POULES
RENANIS	Elles nous servent à respirer	
ASPIRINE	L'habitant de la capitale française	
CASER	Il régna sur l'empire Romain	
CREATION	Maurice Chevalier en portait un	
MINISTRE	On fait appelle à eux quand la charge de travail augmente	
CLOS	Permettent de franchir les sommets	
DIRE	Il plisse son front, cela fait une...	
REVER	Il permet de boire	
TENTATION	Lor d'un danger il faut faire	
TARTINEM	Le père fouettard en a un...	
CENTRE	N'est pas ancien	
DIETE	Ni chaud, ni froid	
BLIDHONEREL	Elles viennent au printemps	
QUALLIGAME	Il rend les femmes encore plus belles	
SACTRE	Elles sont au nombre de 32 ou 54	

MOTS MÊLÉS

ADHESIF AILERON ARBORETUM ARPEGE AUTRUCHE AVANT
 CARREFOUR DEGOURDI DISTRAIT EMPUANTIR ENFER EPEE
 GOUFFRE LECTRICE MANDARINE MAURESQUE METRE ORAL
 QUARTO RACE RAFLER REPRIS ROSERAIE SODA TATAMI
 BAFFE BOMBE FIFRE FITNESS GAFFE PENAUD PONEY
 TRIPTYQUE VERT

T	V	E	R	T	M	D	A	Q	F	L	T	M	E	C	E
I	R	C	I	I	E	U	U	I	P	I	A	N	A	C	N
D	F	I	M	A	T	A	T	O	L	U	F	R	A	G	I
R	I	R	P	R	R	N	N	E	R	E	R	R	O	V	R
U	S	T	U	T	E	E	A	E	R	E	R	U	E	E	A
O	E	C	O	S	Y	P	S	U	F	O	F	O	L	B	D
G	H	E	S	I	O	Q	R	O	P	F	B	F	N	M	N
E	D	L	P	D	U	D	U	I	R	M	A	R	A	O	A
D	A	E	G	E	P	R	A	E	S	R	E	G	A	B	M

LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS PRÉOCCUPÉE PAR LA HAUSSE DES ACTES DE DISCRIMINATION EN FRANCE

La Grande Mosquée de Paris a déclaré, vendredi, être préoccupée par la hausse des actes de discrimination en France. « La Grande Mosquée de Paris est extrêmement préoccupée par la forte montée des actes et des discours portant atteinte à des groupes, des personnes et des biens en raison de leurs appartenances religieuses quelles qu'elles soient en

France », a dénoncé la Grande Mosquée de Paris dans un communiqué. Dans sa déclaration, la Grande Mosquée de Paris appelle « les autorités à prendre toutes les dispositions pour lutter contre cette recrudescence qui met à mal la coexistence religieuse et aggrave dangereusement les tensions dans notre pays, à l'heure du drame insoutenable qui

se déroule au Proche-Orient ». La Grande Mosquée de Paris soutient, dans sa déclaration, avoir « le devoir de s'élever contre l'augmentation des actes et des discours antimusulmans » et « dénonce la libération progressive et inquiétante d'une parole essentialiste, stigmatisante, raciste et haineuse contre les musulmans de France ».



Alger

● Ouargla ● 24°

● 37°

● Constantine

● Oran ● 24°

● 23°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:34	12:31	15:31	17:54	19:18

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 5 NOVEMBRE 2023 // N°675 // PRIX 20 DA

UN VENT FAVORABLE SOUFFLE SUR L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Une croissance de 4,2% attendue en 2024

Les importations, quant à elles, atteindraient les 43,5 milliards USD en 2024, puis 47,4 milliards USD en 2025 et 47,4 milliards USD en 2026. La balance commerciale devrait ainsi être excédentaire entre 2024 et 2026, en atteignant, selon les prévisions du PLF, 6,3 milliards USD d'excédent en 2024, puis 2,9 milliards USD en 2025 et 4,2 milliards USD en 2026.



La croissance économique de l'Algérie devrait atteindre 4,2% en 2024 grâce aux performances de plusieurs secteurs d'activités, notamment les services, l'agriculture, le BTPH et l'industrie, selon les prévisions du projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2024, présenté hier par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN). "La croissance économique devrait atteindre +4,2% en 2024, +3,9% en 2025 et +4,0% en 2026. Ces croissances résulteraient des performances de tous les secteurs d'activités", a indiqué M. Faïd qui évoquait le cadrage macroéconomique et

budgétaire pour 2024 et perspectives 2025-2026 lors de sa présentation du PLF. Ainsi, la croissance du secteur des hydrocarbures devrait évoluer de près de 1% en 2024, tirée principalement par les exportations de gaz naturel, de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL) respectivement de +0,7%, +1,4% et +1,1%. Le prix de référence fiscal du baril de pétrole brut est maintenu à 60 dollars (USD) sur la période 2024-2026, alors que le prix du marché du baril est maintenu à 70 USD sur la même période, selon le ministre. S'agissant de l'évolution des activités du commerce extérieur, les recettes d'exportations de biens

seraient de l'ordre de 49,8 milliards de dollars en 2024 avant d'atteindre 50,3 milliards USD et 51,6 milliards USD, respectivement en 2025 et 2026. Les importations, quant à elles, atteindraient les 43,5 milliards USD en 2024, puis 47,4 milliards USD en 2025 et 47,4 milliards USD en 2026. La balance commerciale devrait ainsi être excédentaire entre 2024 et 2026, en atteignant, selon les prévisions du PLF, 6,3 milliards USD d'excédent en 2024, puis 2,9 milliards USD en 2025 et 4,2 milliards USD en 2026. Le PLF 2024 s'attend, par ailleurs, à une forte hausse des dépenses budgétaires qui devraient atteindre 15 275,3 milliards DA en 2024, puis 15 900,4 milliards DA en 2025 et 15 705,6 milliards DA en 2026. En matière de recettes budgétaires, elles devraient atteindre 9 105,3 milliards DA en 2024 et augmenter en moyenne de près de +4,2% entre 2025 et 2026, pour atteindre 9 537,2 milliards DA en 2025 et 9 881,9 milliards DA en 2026. Concernant la fiscalité des hydrocarbures, une baisse de 8,9% devrait être enregistrée en 2024 par rapport à l'année 2023. Elle passerait de 3 856,3 milliards DA en 2023 à 3 512,3 milliards DA en 2024, puis 3 520,9 milliards DA en 2025 et 3 563,3 milliards DA en 2026.

Y.S.

DÉCÈS DE L'ACADÉMICIEN ET CRITIQUE ABDELMALEK MORTADH

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PREMIER MINISTRE PRÉSENTENT LEURS CONDOLÉANCES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses condoléances les plus attristées suite au décès de l'académicien et critique littéraire, Abdelmalek Mortadh, à l'âge de 88 ans. "En ce vendredi béni, le Tout-Puissant a voulu rappeler auprès de Lui le défunt Dr Abdelmalek Mortadh, une des figures de proue de la langue arabe en Algérie et un éducateur qui a marqué plusieurs générations. Un grand homme s'en va, laissant derrière lui un précieux héritage", lit-on dans le message de condoléances du président de la République. "En cette douloureuse circonstance, je présente mes sincères condoléances à la famille et aux proches du défunt, priant Dieu Tout-Puissant de leur accorder patience et réconfort. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", ajoute le Président Tebboune.

De son côté, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présenté ses sincères condoléances à la famille de l'académicien et critique littéraire Abdelmalek Mortadh. "J'ai appris avec une grande tristesse le décès de l'homme de lettres et chercheur Abdelmalek Mortadh à l'âge de 88 ans, après une vie consacrée au savoir et à la littérature", lit-on dans le message de condoléances du Premier ministre. "Le défunt était une référence et une source d'inspiration pour des générations, lui qui a consacré sa vie au savoir et à la langue arabe, enrichissant la bibliothèque arabe avec ses œuvres précieuses dans les domaines de la critique, de la littérature et du roman", a écrit le Premier ministre. "En cette douloureuse épreuve, je présente à sa famille et à ses proches mes sincères condoléances, les assurant de ma profonde compassion, et priant Dieu Tout-Puissant de l'accueillir en Son vaste paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", a ajouté M. Benabderrahmane. R.N.

POUR LES AIDES HUMANITAIRES ENVOYÉES À GHAZA ET SON SOUTIEN PERMANENT À LA PALESTINE

LE CROISSANT-ROUGE PALESTINIEN REMERCIE L'ALGÉRIE

Le Croissant-Rouge palestinien vient d'exprimer toute sa gratitude et sa reconnaissance au Président et au peuple algériens pour leur soutien permanent à la Palestine, notamment à travers l'envoi d'aides humanitaires conséquentes dépêchées en urgence vers la bande de Ghaza qui subit une agression sioniste inique depuis le 7 octobre dernier. Le chargé de communication du Croissant-Rouge palestinien, Raid Ennams, a déclaré dans un entretien accordé à l'APS, que « l'Algérie a, de tout temps, constitué un soutien principal au peuple palestinien », soulignant que « l'Algérie nous a toujours soutenus en toute épreuve », notamment avec sa dernière décision d'envoyer des aides humanitaires conséquentes d'urgence, qui sont parvenues jeudi dans la bande de Ghaza. L'intervenant a ajouté que « l'Algérie soutient la Palestine en général et la bande de Ghaza en particulier, face à l'agression barbare subie en ce moment, et ce, avec l'envoi d'aides et en prêtant main-forte au peuple palestinien dans des conditions aussi difficiles ». M. Ennams a poursuivi que « nous, Croissant-Rouge palestinien, adressons tous nos remerciements et toute notre gratitude au Président et au peuple algériens, pour leur soutien permanent à la Palestine, et leur solidarité inconditionnelle ». Il est à noter que l'Algérie avait décidé, sur ordre du Président algérien, M. Abdelmadjid Tebboune, de l'envoi d'une aide humanitaire conséquente et urgente, à destination de Ghaza, acheminée à travers le poste frontalier de Rafah, via l'établissement d'un pont aérien formé de plusieurs avions des forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP). L'aide acheminée consiste, essentiellement, en des denrées alimentaires, des fournitures médicales, vêtements et tentes, et témoigne de « l'engagement de l'Etat et du peuple algériens, et de leur solidarité inconditionnelle et sans limite avec le peuple palestinien frère face à l'agression qu'il continue à subir, notamment dans la bande de Ghaza, par les forces d'occupation sionistes, sur fond d'un siège inique », indique un communiqué de la Présidence de la République. Y.B.

SAISIE DE PRÈS DE 1,5 MILLION DE COMPRIMÉS DE PSYCHOTROPES ET DE 1,1 KG DE COCAÏNE

LA POLICE A RÉUSSI À PORTER UN COUP DÉCISIF AU CRIME ORGANISÉ

Dans un communiqué rendu public hier, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a annoncé le démantèlement d'un dangereux réseau criminel spécialisé dans le trafic de produits stupéfiants et de drogue dure. L'opération conduite par les brigades de la Police judiciaire de Tamansasset, de Rouiba et de Kouba (Alger) a permis la saisie

d'une quantité de 1 480 398 comprimés de psychotropes et d'un (1) kg 172 grammes de cocaïne, d'une valeur estimée à près de 100 milliards de centimes. D'après la même source, 25 individus, dont deux femmes, ont été arrêtés par la police qui a réussi également à récupérer 08 véhicules, 02 camions et 03 motos. Y.B.

